DÉPARTEMENT
DE LA LOIRE

**ROANNAIS AGGLOMERATION**

*63, rue Jean Jaurès*
*42311 ROANNE*

**N° DBC 2022-086**

*Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire*

Approbation du procès-verbal de mise à disposition de la médiathèque du Coteau et de la fiche d'impact relative au personnel transféré

| **Membres du bureau** | |
|---|---|
| En exercice | **26** |
| Présents | **21** |
| Pouvoirs | **2** |
| Pour | **23** |
| Contre | **0** |
| Abstention | **0** |

## *DELIBERATION DU BUREAU COMMUNAUTAIRE*

***Séance publique du 15 septembre 2022 à 12h00***

La convocation de tous les membres en exercice du bureau communautaire a été faite le **9 septembre 2022,** dans les formes et délais prescrits par la loi.

**Etaient présents** :

Marcel Augier - Jean-Yves Boire - Romain Bost - Dominique Bruyère - Sandra Creuzet - Hervé Daval - Pierre Devedeux - David Dozance - Gilles Goutaudier - Guy Lafay - Christian Laurent - Maryvonne Loughraieb - Yves Nicolin – Yves Perrin - Philippe Perron - Jade Petit - Eric Peyron - Stéphane Raphaël - Martine Roffat - Alain Rossetti - Jacques Troncy.

**Etaient absents :**

| **Absents** | **Pouvoir donné à** | **Aucun pouvoir** |
|---|---|---|
| Nicolas Chargueros | | X |
| Jean-Luc Chervin | Eric Peyron | |
| Daniel Fréchet | | X |
| Eric Martin | Christian Laurent | |
| Clotilde Robin | | X |

Secrétaire désigné pour la durée de la séance : Pierre Devedeux.

| | |
|---|---|
| Certifié exécutoire | 19 SEP. 2022 |
| Reçu en Préfecture | 16 SEP. 2022 |
| Publié | 19 SEP. 2022 |

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles :
- L.1321-1 qui dispose que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour son exercice, et que la mise à disposition de biens doit être constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) bénéficiaire ;
- L.5211-4-1 qui dispose que le transfert de compétences entraîne de plein droit le transfert du service ou de la partie de service chargé de sa mise en œuvre ;
- L.5211-5 qui dispose qu'un EPCI est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes et que les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties.

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022, portant statuts de Roannais Agglomération et notamment la compétence « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 10 juillet 2020 portant délégation au Bureau communautaire pour approuver les procès-verbaux de transfert de mise à disposition dans le cadre de transfert de compétence à Roannais Agglomération et leur signature par le Président ;

Vu la délibération du Conseil communautaire du 16 décembre 2021 relative à la modification de l'intérêt communautaire de la compétence optionnelle « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » portant sur la médiathèque du Coteau ;
Considérant que la médiathèque de la ville du Coteau a été transférée à Roannais Agglomération depuis le 1er janvier 2022 ;

Considérant que toute mise à disposition de biens doit être constatée par procès-verbal établi contradictoirement ;

**Le Bureau communautaire, après en avoir délibéré à l'unanimité :**

- approuve le procès-verbal de mise à disposition des biens et équipements, établi contradictoirement avec la commune du Coteau, dans le cadre du transfert de sa médiathèque ;

- rappelle que trois agents de la Ville du Coteau affectés pleinement à la médiathèque du Coteau ont été transférés de droit à Roannais Agglomération ;

- autorise Monsieur le Président, ou son représentant, à signer ledit procès-verbal de mise à disposition, ainsi que les documents afférents, joints en annexe.

Le Secrétaire de séance,

Le Président,
**Yves Nicolin**,
Maire de Roanne

# PROCES-VERBAL

# DE
# MISE A DISPOSITION DE BIENS ET D'EQUIPEMENT ENTRE LA VILLE DU COTEAU ET ROANNAIS AGGLOMERATION

# ET TRANSFERT DE PERSONNEL

## Suite au transfert de la Médiathèque du Coteau

**(Articles L. 1321-1, L5211-5-III et L.5211-17 du CGCT)**

ENTRE

**LA VILLE DU COTEAU,** représentée par son Maire, Madame Sandra CREUZET-TAITE, habilitée à l'effet des présentes par une délibération du Conseil municipal en date du …

d'une part,

ET

**LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ROANNAIS AGGLOMERATION**, représentée par son Président, Monsieur Yves NICOLIN, habilité à l'effet des présentes par une délibération du Bureau communautaire en date du 15 septembre 2022 ;

d'autre part,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles :

- L.1321-1 qui dispose que le transfert d'une compétence entraîne de plein droit la mise à disposition de la collectivité bénéficiaire des biens meubles et immeubles utilisés, à la date du transfert, pour son exercice, et que la mise à disposition de biens doit être constatée par procès-verbal établi contradictoirement entre les représentants de la collectivité antérieurement compétente et de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale (EPCI) bénéficiaire ;

- L.5211-5 qui dispose qu'un EPCI est substitué de plein droit, à la date du transfert des compétences, aux communes dans toutes leurs délibérations et tous leurs actes et que les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties.

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2022 portant statut de Roannais Agglomération et notamment la compétence facultative « Action culturelle – Lecture publique » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 décembre 2021 portant modification de l'intérêt communautaire de la compétence « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » ;

**IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :**

***PREAMBULE***

*Par délibération en date du 16 décembre 2021, le Conseil Communautaire de Roannais Agglomération a modifié l'intérêt communautaire de la compétence « construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements sportifs et culturels » en intégrant dans son périmètre la médiathèque du Coteau.*

*Le Conseil communautaire a acté que le transfert de l'équipement inscrit dans le nouvel intérêt communautaire prendrait effet au 1er janvier 2022.*

**CECI EXPOSE, IL EST CONVENU CE QUI SUIT :**

## ARTICLE 1er : OBJET

Le présent procès-verbal précise notamment la consistance, la situation juridique, l'état des biens et la remise en état de ceux-ci.

Il est rappelé que le transfert des biens et équipements correspond précisément aux compétences transférées statutairement à la Communauté d'Agglomération selon les conditions suivantes :

- La mise à disposition a lieu à titre gratuit et les biens mis à disposition restent la propriété de la Ville du Coteau. La collectivité bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire et doit assurer le renouvellement des biens mobiliers qui ont été mis à sa disposition.

- Roannais Agglomération assure l'ensemble des droits et obligations sur les biens mis à disposition et notamment les droits réels.

- Le régime de mise à disposition s'applique tant que les biens concernés demeurent affectés à l'exercice des compétences transférées.

En cas de retrait de la Ville du Coteau de la Communauté d'Agglomération qui a mis à disposition les biens pour l'exercice de la compétence communautaire, le ou les biens reviennent à la Ville du Coteau avec évaluation, selon le service des Domaines, des plus ou moins-values.

La mise à disposition prend effet à la date du transfert de la compétence, soit au 1er janvier 2022.

## ARTICLE 2 : DESIGNATION DES BIENS

- ***Le bien immobilier***

La médiathèque est située 8 avenue Antoine Parmentier, 42120, Le Coteau, sur la parcelle cadastrée AD 196. Le bâtiment « médiathèque » et son assise est propriété de la Ville du Coteau. L'aire extérieure du bâtiment de la médiathèque est de 663 m².

Les espaces extérieurs au bâtiment restent gérés par la Ville du Coteau. Il est précisé qu'un parking est situé devant la Médiathèque du Coteau et que celui-ci n'est pas transféré. Seule l'emprise du bâtiment est concernée par le transfert de la médiathèque.

La Médiathèque a été réalisée en 2008. Elle occupe une superficie de 710 m2 de SHON en simple rez-de-chaussée. L'équipement est un établissement recevant du public classé S 5ème catégorie.

Le bâtiment abrite les locaux suivants :

- Sas 6,84 m²
- Accueil 37,99 m²
- Espace « périodiques » 63.35 m²
- Espace « Adultes » 176,13 m²
- Espace « enfants » 98.34 m²
- Espace « animation » 38.66 m²
- Espace « rencontre » 53.90 m²
- Atelier 1 22,61 m²
- Atelier 2 14,85 m²
- Bureau 13,82 m²

- Kitchenette 5.33 m²
- Rangement 7,50 m²
- Bloc sanitaires 13.99 m²

Des dégagements et circulations, une chaufferie, un local technique sous comble occupé par la centrale de traitement d'air. Les raccordements aux réseaux publics (électricité, gaz et eau) sont individualisés. A noter, que la chaufferie alimente en chaleur l'école maternelle à proximité de la médiathèque.

Roannais Agglomération prendra les locaux dans l'état où ils se trouveront lors de son entrée en jouissance, Roannais Agglomération déclarant bien les connaître pour les avoir vus et visités à sa convenance.

**Annexe 1 : Plan cadastral.**

**Annexe 1 bis : Plan du bâtiment.**

**Annexe 1 : Ter – Procès-verbal de visite de l'ERP**

**Annexe 1 : Quart - rapport SDIS**

**Annexe 2 : Certificat administratif de mise à disposition du bâtiment.**

- ***Les biens mobiliers***

L'acquisition d'un nouveau bien, suite à la destruction ou à l'obsolescence du bien mis à disposition incombe à la Communauté d'Agglomération. En application de l'article 1583 du code civil, « la propriété est acquise de droit à l'acheteur [...] dès qu'on est convenu de la chose et du prix ».

Par conséquent, lorsqu'un bien mobilier, initialement mis à la disposition de la Communauté d'Agglomération, doit être renouvelé, elle doit acquérir en pleine propriété le bien de remplacement. Ce dernier sera donc enregistré sur un compte 21 « classique » et non pas sur un compte 217.

La Ville du Coteau ne pourra pas se prévaloir d'un droit de retour sur les biens ainsi renouvelés.

C'est pourquoi les biens mobiliers rattachés à la médiathèque sont transférés à Roannais Agglomération en pleine propriété.

La présente convention vaut convention de cession des biens mobiliers rattachés à la médiathèque à titre gratuit. La liste des biens ainsi cédés est annexée au procès-verbal.

**Annexe 3 : Liste des biens figurant au patrimoine transféré en pleine propriété à Roannais Agglomération au 1er janvier 2022.**

**Annexe 3 Bis : Liste des biens ne figurant pas au patrimoine transféré en pleine propriété à Roannais Agglomération au 1er janvier 2022.**

**Biens transférés en pleine propriété**

La liste détaillée des biens transférés en pleine propriété figure à **l'annexe 3** et sont regroupés par compte dans le tableau suivant :

| Type de bien | Compte | Valeur acquisition | Durée Amort. | Montant amortissement | Valeur Nette Comptable au 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|---|
| Concessions Licences Logiciels (c/205) | 2051 | 4 031,72 € | 2 ans | 4 031.72 € | 0 € |
| Fonds documentaire | 2188 | 149 484,91 € | - | - | 149 484.91 € |
| Autres immobilisations incorporelles | 2188 | 2 251,68 € | Voir annexe 3 | 2 251,68 € | 0 € |
| Matériel incendie | 21568 | 1 148,46 € | 12 ans | 1 148,46 € | 0 € |
| Matériel bureau et matériel informatique | 2183 | 20 949,92 € | Voir annexe 3 | 20 949,92 € | 0 € |
| Mobilier | 2184 | 134 987,62 € | Voir annexe 3 | 133 973,96 € | 1 013,66 € |
| **TOTAL** | | **312 854,31 €** | - | **162 355,74 €** | **150 498,57 €** |

Sont également transférés en pleine propriété les collections courantes : Livres, Journaux, CD.

**Annexe 4 : Certificat administratif des biens transférés en pleine propriété.**

**ARTICLE 3 : SUBSTITUTION AUX CONTRATS**

- **Contrats et marchés**

La Communauté d'Agglomération est substituée à la Ville du Coteau dans ses obligations au regard des contrats conclus. Elle se trouve donc, du fait du transfert des compétences, liée par les contrats souscrits par la Ville dans le domaine de la compétence transférée.

Ce dispositif concerne tous les types de contrats : emprunts affectés, marchés publics, délégations de service public, contrats de location, contrats d'assurance.

Les contrats sont exécutés dans les conditions antérieures jusqu'à leur échéance, sauf accord contraire des parties. La substitution de personne morale dans les contrats conclus par les communes n'entraîne aucun droit à résiliation ou à indemnisation pour le cocontractant.

La Ville qui transfère la compétence doit obligatoirement informer les cocontractants de cette substitution afin de leur permettre notamment d'adresser désormais directement leurs demandes de paiement à l'EPCI.

**Annexe 5 : Liste des contrats et marchés transférés totalement ou partiellement.**

- **Emprunt bancaire**

Il est précisé qu'un contrat d'emprunt est transféré. Il a été conclu avec la Caisse d'épargne le 19 juin 2009. L'échéance constante annuelle prélevée chaque 25 juin s'élève à 85 645,96 €.

| N° Contrat | Montant initial emprunté | Durée | Taux d'intérêt | Capital amorti | Capital restant dû au 01/01/222 | ICNE de l'exercice 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Caisse d'épargne n°3083860 | 930 000 € | 180 mois | 4.34 % | 693 850.13 € | 236 149.87 € | 5306.96 € |

**Annexe 6 : Contrat d'emprunt avec tableau d'amortissement**

## ARTICLE 4 : PERSONNEL TRANSFERE

Des agents ont été transférés.

| Filière | Catégorie | Grade | Nombre d'agents |
|---|---|---|---|
| Culturelle | Catégorie B | Assistant de conservation principal de 1ère classe | **1** |
| Culturelle | Catégorie C | Adjoint territorial du patrimoine principal de 2e classe | **2** |
| | | **Total des transferts** | **3** |

**Annexe 7 : Fiche d'impact relative au transfert de la médiathèque décrivant notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail (lieux d'exercice, horaires…) ainsi que sur la rémunération (régimes indemnitaires …) et les droits acquis des fonctionnaires.**

## ARTICLE 5 : OPERATIONS DE MISE A NIVEAU

La Ville du Coteau ayant fait le choix de ne pas transférer sa médiathèque lors de la prise de compétence Lecture publique par Roannais Agglomération, la Médiathèque du Coteau nécessite aujourd'hui, des opérations de mise à niveau de service pour rejoindre le réseau intercommunal de lecture publique de Roannais Agglomération.

En particulier, la Ville participe à la remise à niveau de l'équipement informatique, c'est-à-dire au renouvellement des postes informatiques et des logiciels métiers, montant net d'éventuelles subventions accordées par l'Etat.

Elle participe également à l'alignement du service rendu sur ceux des autres médiathèques de l'Agglomération en participant au financement à hauteur d'un demi-poste d'agent de médiathèque, en plus du coût du personnel transféré visé à l'article 4.

## ARTICLE 6 : ARCHIVES

La Ville du Coteau déclare donc transférer à Roannais Agglomération la propriété des archives produites et reçues dans le cadre de sa compétence de lecture publique.

Ce transfert ne porte que sur les archives courantes et intermédiaires à la date du 31 décembre 2021, c'est-à-dire dont la durée d'utilité administrative (DUA) n'est pas encore échue.

Le service d'archives de la Ville du Coteau demeure en charge de la conservation des archives définitives dont la DUA est échue avant le 31 décembre 2021.

Le contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives transférées est exercé par le directeur des Archives départementales de la Loire. À l'issue de leur durée d'utilité administrative, les archives transférées qui doivent être conservées à titre définitif seront prises en charge par le service d'archives de Roannais Agglomération.

De même, les archives publiques qui doivent être éliminées feront l'objet d'un bordereau d'élimination soumis au visa préalable du directeur des Archives départementales de la Loire.

En cas de demande d'accès aux documents transférés par la Ville du Coteau avant expiration de la durée d'utilité administrative, celle-ci sera de droit pour celle-ci et pourra s'effectuer soit sur place, soit avec déplacement du ou des documents, soit par communication à distance d'une reproduction, dans le respect des règles de confidentialité.

## ARTICLE 7 : DROITS ET OBLIGATIONS

La Communauté d'Agglomération est substituée de plein droit, à la date du transfert des compétences, dans tous les actes et délibérations de la Ville du Coteau, relatifs à l'équipement transféré.

Dès lors, elle est substituée à la Commune propriétaire dans ses droits et obligations découlant des contrats portant notamment sur des emprunts affectés, et des marchés qu'elle a pu conclure pour l'aménagement, l'entretien et la conservation des biens remis ainsi que pour le fonctionnement des services.

Conformément aux dispositions de l'article L.1321-2 du CGCT, le bénéficiaire de la mise à disposition assume l'ensemble des obligations du propriétaire, biens et équipements considérés, à l'exception toutefois du droit d'aliéner.

La Communauté d'Agglomération possède tout pouvoir de gestion, assure le renouvellement des biens mobiliers, peut autoriser l'occupation des biens remis, en perçoit les fruits et produits, et agit en justice en lieu et place du propriétaire.

Cette procédure, qui a pour effet de transférer les droits patrimoniaux du propriétaire, sans transférer le droit de propriété, emporte l'intégralité de la prise en charge, par la Communauté d'Agglomération, des dépenses d'entretien courant et des réparations nécessaires à la préservation des biens et équipements.

La Communauté d'Agglomération procède également à tout travaux de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens. Les travaux réalisés par la Communauté d'Agglomération sur les biens remis à disposition appartiennent au propriétaire des biens remis et non à la Communauté d'Agglomération.

Si les immobilisations ont été financées en partie par des subventions transférables, ces dernières doivent également être mises à disposition de la Communauté d'Agglomération, afin qu'elle puisse financer l'amortissement des immobilisations reçues à disposition par la reprise de ces subventions en section de fonctionnement. De cette façon, non seulement les moyens nécessaires à l'exercice de l'activité sont transférés à la Communauté d'Agglomération nouvellement compétente, mais également les financements qui lui sont attachés.

## ARTICLE 8 : OPERATIONS COMPTABLES

Dans le cadre de la simplification et de l'adaptation de l'instruction budgétaire et comptable M57, les opérations de mise à disposition des biens s'effectuent par opérations d'ordre non budgétaires initiées par l'ordonnateur et enregistrées par le comptable.

Ce dernier met à jour l'inventaire de sa collectivité de l'opération de mise à disposition et transmet parallèlement au comptable les informations lui permettant de mettre à jour son état de l'actif.

La transmission de l'information au comptable est assurée par un certificat administratif qui doit indiquer les éléments suivants sur le bien mis à disposition :

- Chez le remettant (Commune) : désignation, numéro d'inventaire, date et valeur d'acquisition, s'il est amortissable ou non et dans l'affirmative, le montant des amortissements pratiqués ainsi que l'état des subventions afférentes et les comptes par nature concernées.

- Chez le bénéficiaire (Communauté d'Agglomération) : les mêmes informations que chez le remettant complétées, le cas échéant, de la durée et du type d'amortissement (linéaire, autre) et de tout autre élément que l'ordonnateur considérera comme pouvant utilement enrichir la fiche d'inventaire du bien.

Afin que le comptable puisse enregistrer les opérations d'ordre non budgétaires de mise à disposition, la Ville et la Communauté d'Agglomération doivent lui transmettre l'arrêté du Préfet rendant effectif le transfert de compétence, le certificat administratif ainsi que le procès-verbal de mise à disposition.

**Cf. Annexes 2, 3 et 4.**

## ARTICLE 9 : CAS DE DESAFFECTATION DES BIENS MIS A DISPOSITION

Si des biens mis à disposition ne devaient plus être affectés par Roannais Agglomération à l'usage de l'exercice de la compétence sus visées, la mise à disposition de ces biens cesserait de plein droit et la commune propriétaire recouvrerait alors l'ensemble de ses droits et obligations sur les biens désaffectés, sauf meilleur accord à intervenir entre les parties.

## ARTICLE 10 : REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige né de l'exécution ou de l'interprétation de la présente convention, les parties s'engagent à tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement amiable dudit litige.

En cas d'échec de la conciliation, le différend sera porté devant le Tribunal Administratif de Lyon.

Fait à Roanne, le ……, en 2 exemplaires,

| POUR LA VILLE DU COTEAU | POUR ROANNAIS AGGLOMERATION |
|---|---|
| **Le Maire,** | **Le Président,** |
| **Madame Sandra CREUZET-TAITE** | **Monsieur Yves NICOLIN**<br>**Maire de Roanne** |

## LISTE DES ANNEXES

**ANNEXE 1 : Plan cadastral.**

**ANNEXE 1 *Bis* : Plan du bâtiment.**

**ANNEXE 1 *Ter* : Procès-verbal de visite de l'ERP**

**ANNEXE 1 *Quart* : rapport SDIS**

**ANNEXE 2 : Certificat administratif de mise à disposition du bâtiment.**

**ANNEXE 3 : Liste des biens figurant au patrimoine transféré en pleine propriété à Roannais Agglomération au 1er janvier 2022.**

**ANNEXE 3 BIS : Liste des biens figurant au ne figurant pas au patrimoine transféré en pleine propriété à Roannais Agglomération au 1er janvier 2022.**

**ANNEXE 4 : Certificat administratif des biens transférés en pleine propriété.**

**ANNEXE 5 : Liste des contrats et marchés transférés totalement ou partiellement.**

**ANNEXE 6 : Contrat d'emprunt avec tableau d'amortissement.**

**ANNEXE 7 : Fiche d'impact relative au transfert de la médiathèque du Coteau.**

ANNEXE 1

Département :
LOIRE

Commune :
LE COTEAU

Section : AD
Feuille : 000 AD 01

Échelle d'origine : 1/1000
Échelle d'édition : 1/1000

Date d'édition : 28/05/2021
(fuseau horaire de Paris)

Coordonnées en projection : RGF93CC46
©2017 Ministère de l'Action et des Comptes publics

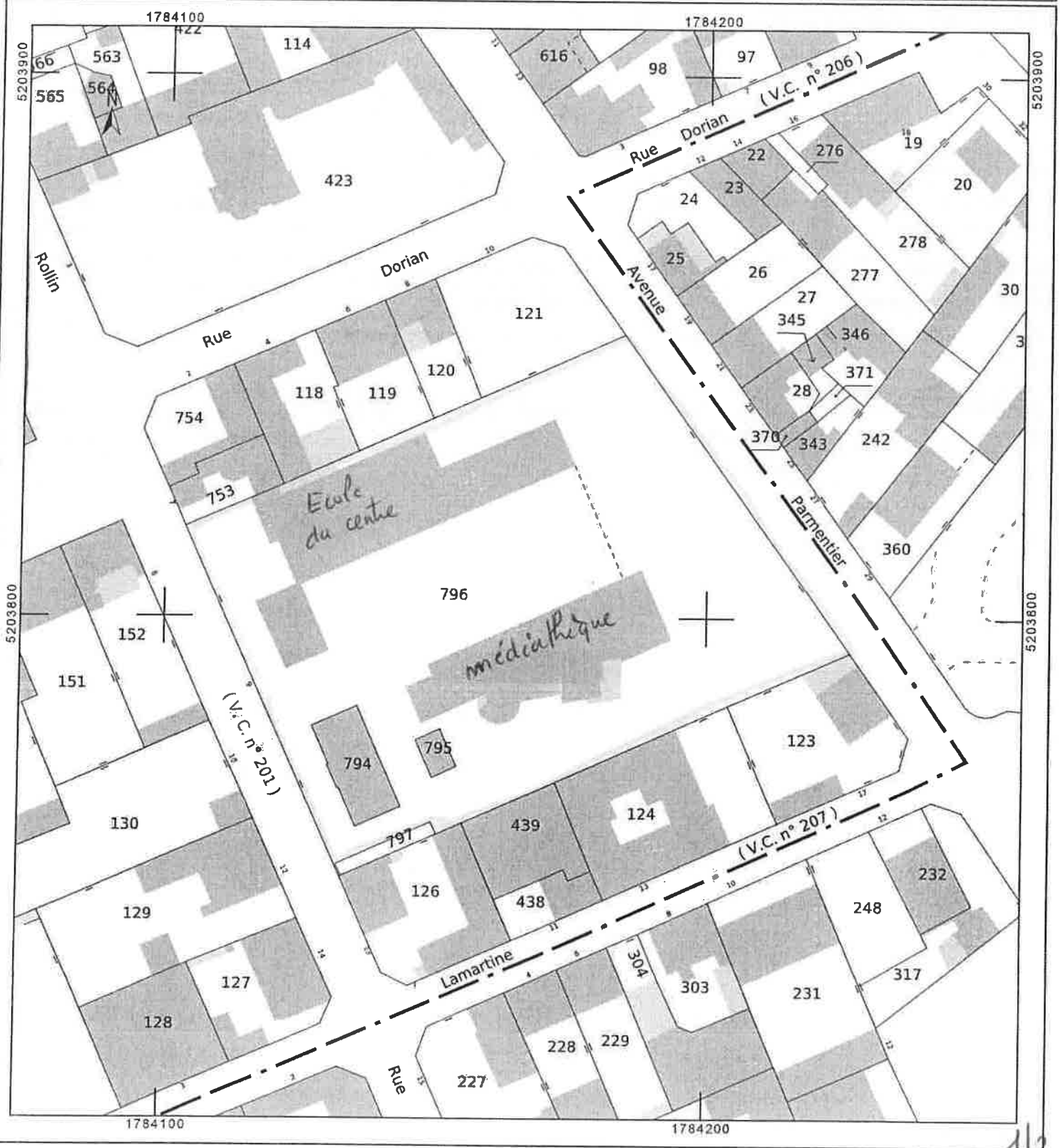
# DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

## EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL

Le plan visualisé sur cet extrait est géré par le centre des impôts foncier suivant :
PTGC Antenne de Roanne
Cadastre 3 Place du Champ de Foire
42300
42300 ROANNE Cedex
tél. -fax 04 77 44 01 89

Cet extrait de plan vous est délivré par :

cadastre.gouv.fr




1/2

Le Coteau

# Relevé parcellaire

420071 - LE COTEAU

AD 0796

## PROPRIETAIRES CADASTRES

| | |
|---|---|
| +00007 01 | 7210 COMMUNE DU COTEAU<br>PARC ANTOINE BECOT<br>42120 LE COTEAU |

1 propriétaire recensé

## INFORMATIONS GENERALES

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Adresse | 9, RUE LEDRU ROLLIN (0340) | | | | | IRIS | |
| Superficie | 6449 m² | Date de l'acte | 01/01/1976 | Revenu cadastral total | 0.00 | Parcelle primitive | AD0122 |

## DISPOSITIONS D'URBANISME APPLICABLES AU TERRAIN

| | |
|---|---|
| P.O.S. / P.L.U. | Ub (zone urbaine dense à dominante d'habitat et d'artisanat) |
| Servitudes | PPBL (zone blanche du PPRNPI Rhins-Trambouze) I3 (canalisations souterraines de gaz) |
| Divers | VR3 (classement sonore voies routières) DPU simple |

## SUBDIVISIONS FISCALES

| Subdivision principale | Nature de culture | Sols | Revenu cadastral | 0.00 | Contenance | 6449 m² |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 1 subdivision recensée | | | | 0.00 | | 6449 m² |

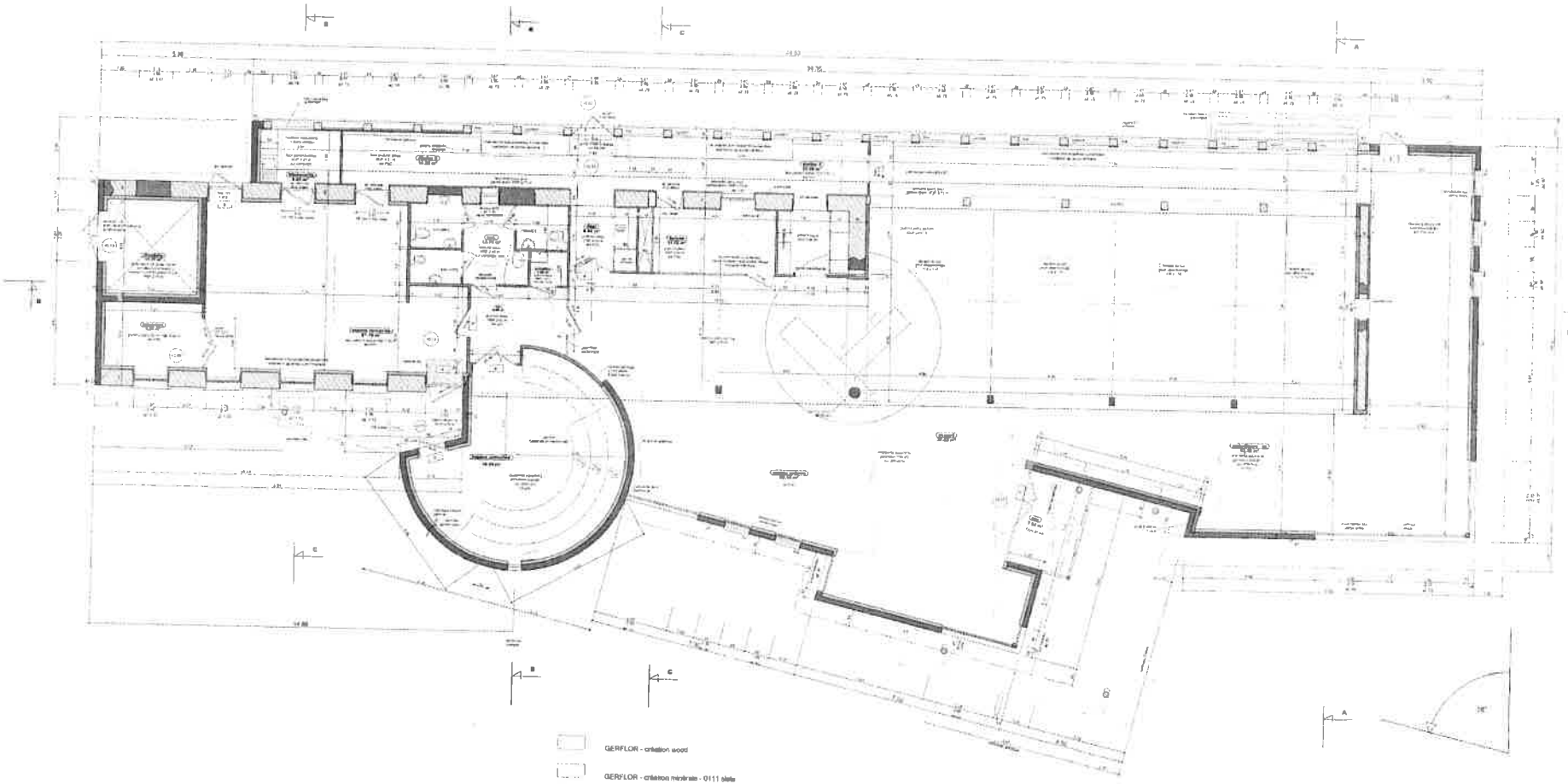
## LOCAUX RECENSES

| Invariant | Localisation | Nature | Fantoir | Adresse |
|---|---|---|---|---|
| 0525502 L | B 01 00 01001 | Local divers | 0420 | 9002 AV PARMENTIER |

1 local recensé

## HISTORIQUE DE LA FILIATION

| Opération | Anciennement | Nature | Nouvellement | Date |
|---|---|---|---|---|
| | AD0122 | | AD0796 | |



GERFLOR - création wood

GERFLOR - création minérale - 0111 slate

GERFLOR - création minérale - 0305 travertin

BOLON - collection BKB - sisal plein sand

BERNARD RIVOLIER ARCHITECTE

| | | |
|---|---|---|
| RÉALISATION D'UNE MEDIATHEQUE DE PROXIMITE<br>Avenue Parmentier<br>42160 LE COTEAU | | D.O.E. |
| Maître d'ouvrage | [illegible] | [illegible] |
| Maître d'oeuvre | [illegible] | [illegible] |
| PLAN | | ECH. 1/50 |

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
SOUS PRÉFECTURE DE ROANNE

**Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité**

# Commission d'Accessibilité de l'Arrondissement de ROANNE

## PROCES-VERBAL DE VISITE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Visite : ☒ de réception ☐ autre .....

Date : **Lundi 21 juillet 2008** Heure : **10h30**

Commune de : **LE COTEAU**

Désignation de l'établissement : **MEDIATHEQUE MUNICIPALE**

Responsable de l'établissement : **Ville de Le Coteau**

Adresse : **avenue Parmentier**

Type : **S** Catégorie : **5**

| MEMBRES DE LA COMMISSION (Nom – avis - Signature) | | | |
|---|---|---|---|
| - Présidente | Soucmor Huguette | Favorable | |
| - Maire ou représentant | COPIER Pierre | Favorable | |
| - DDE ou représentant | COIFFET Christophe | Favorable | |
| - Association des Paralysés de France | MICHEL Jean Paul | F | |
| - Union Française des Retraités | GARNON Marcel | Favorable | |

Après visite des lieux et contrôle des rapports ou documents administratifs et techniques fournis par le maître d'ouvrage, la commission d'accessibilité de l'arrondissement de Roanne émet un avis :

☒ FAVORABLE ☐ DEFAVORABLE

**à la délivrance de l'autorisation d'ouverture.**

A Le Coteau , le 21 juillet 2008
La Présidente,

ADRESSE POSTALE : Rue Joseph Déchelette – 42328 ROANNE Cedex – Téléphone : 04 77 23 64 64 – Télécopie : 04 77 71 42 78
Site internet : www.loire.pref.gouv.fr
Horaires d'ouverture : du lundi au vendredi de 8 h 30 à 15 h 30

OBJET : MEDIATHEQUE MUNICIPALE – LE COTEAU
VISITE DU LUNDI 21 JUILLET 2008

| PROPOSITION DE PRESCRIPTIONS | E. : Presc. exécutée | N. : Presc. nouvelle |
|---|---|---|
| | M. : Presc. maintenue | S.O. : Sans objet |
| 08/01 | Améliorer la sortie de l'issue de secours Nord-Est par un palier bétonné. | |

SDIS 42 LOIRE EN RHÔNE-ALPES
SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

BUREAU DEPARTEMENTAL
DE PREVENTION

Réf. : BDPRV/REY/CCT/07-477
Affaire suivie par : Lieutenant Rémi FOREY
☎ : 04.77.91.08.87
Fax: 04.77.91.08.58

Saint-Etienne, le 13 avril 2007

# RAPPORT D'ETUDE DU BUREAU DEPARTEMENTAL DE PREVENTION A LA COMMISSION DE SECURITE DE L'ARRONDISSEMENT DE ROANNE

## REUNION DU 15 MAI 2007

| | |
|---|---|
| LIBELLE DE L'ETABLISSEMENT : | MEDIATHEQUE |
| COMMUNE : | LE COTEAU |
| ADRESSE : | AVENUE PARMENTIER |
| OBJET DE L'ETUDE : | Construction d'une médiathèque |

REF : Transmission de la MAIRIE DE LE COTEAU en date du 20 mars 2007 reçue le 22 mars 2007

PERMIS DE CONSTRUIRE: N° 07 R 0007 DEPOSE LE : 9 mars 2007

DEMANDEUR : Mairie du COTEAU

AUTEUR DU PROJET : Le demandeur

VERIFICATIONS TECHNIQUES : SOCOTEC

DOSSIER N° E09938

P.J. : 1 Notice de sécurité

## DEFINITION DU PROJET

Le dossier transmis pour avis concerne la restructuration d'une ancienne école en médiathèque située avenue Parmentier au COTEAU.

Cet établissement en simple rez de chaussée est composé :

- d'un espace accueil et consultation de 382 m²
- d'une salle d'animation avec une salle de rencontre et espace de rangement totalisant 105 m²
- une zone sanitaire
- un bureau et 2 ateliers totalisant 67 m²

## EFFECTIFS ADMISSIBLES - CLASSEMENT

Sur déclaration du maître d'ouvrage, l'effectif susceptible d'être admis simultanément sera de 160 personnes au titre du public, de 5 personnes au titre du personnel, soit un total de 165 personnes

Cet Etablissement Recevant du Public sera répertorié en :

**TYPE S – 5 ÈME CATEGORIE**

## TEXTES APPLICABLES EN MATIERE DE SECURITE INCENDIE

Les travaux et aménagements qui seront réalisés sont notamment assujettis :

❶ - Au code de la construction et de l'habitation (articles R 123.1 à R 123.55 notamment)

- Au règlement de sécurité contre l'incendie et la panique :

❷ . Arrêté Ministériel du 25 juin 1980 pour les dispositions générales

❸ . Arrêté Ministériel du 22 juin 1990 pour les dispositions particulières aux établissements de 5° catégorie (articles PE 1 à PE 27).

## AVIS PROPOSE PAR LE S.D.I.S.

**Un avis favorable à la délivrance du permis de construire est proposé aux membres de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de ROANNE.**

**Les travaux devront être réalisés conformément aux textes précités.**

**Il est expressément rappelé que l'avis formulé ne concerne que la sécurité incendie et la panique ; il ne fait pas obstacle au respect des autres réglementations qui sont applicables à ce projet.**

**Les différentes mesures indiquées dans la notice de sécurité jointe au dossier devront être respectées, ainsi que les observations et prescriptions complémentaires suivantes :**

### DEGAGEMENTS

1°- Les dégagements devront permettre une évacuation rapide et sûre de l'établissement en toutes circonstances.

En particulier aucun dépôt, aucun matériel, aucun objet ne devra faire obstacle à la circulation des personnes (article PE 11 § 1 ❸).

2°- Les portes desservant les locaux pouvant recevoir plus de 50 personnes devront s'ouvrir dans le sens de la sortie. Toutes les portes des escaliers devront également s'ouvrir dans le sens de la sortie.

3°- Le gros mobilier et l'agencement principal situés dans les locaux et les dégagements, devront être en matériaux de catégorie M3 (article AM 15 ❷).

**AMENAGEMENTS INTERIEURS**

4°- Dans les locaux et les dégagements, les revêtements muraux devront être de catégorie M 2 (article AM 3 ❷)

Les revêtements de plafond et les éléments constitutifs des faux plafonds suspendus devront être en matériaux de catégorie M 1.

5°- L'emploi de tentures, portières, rideaux, voilages est interdit en travers des dégagements (article AM 11 ❷).

6°- Le gros mobilier et l'agencement principal situés dans les locaux et les dégagements, devront être en matériaux de catégorie M3 (article AM 15 ❷).

**DESENFUMAGE**

7°- Le désenfumage devra être réalisé conformément à l'article PE 14 ❸.

**INSTALLATIONS ELECTRIQUES**

8°- Les installations électriques devront être conformes aux normes en vigueur, les concernant.

9°- Mettre en place un éclairage de sécurité (blocs autonomes) pour le balisage des dégagements (article PE 24 § 2 ❸).

**CHAUFFAGE**

10°- Les installations de chauffage et de ventilation devront satisfaire aux règles fixées par les articles PE 20 à PE 23 ❸.

**MOYENS DE SECOURS**

11°- La défense contre l'incendie devra être assurée par l'un des dispositifs suivants distants de moins de 200 m du bâtiment :

- soit un poteau d'incendie normalisé (NFS 61.213 et 62.200) aux caractéristiques minimales suivantes : diamètre 100 mm, débit 17 l/s pendant 2 heures, pression 1 bar
  Une attestation assurant que l'installation remplit effectivement les fonctions pour lesquelles elle est prévue, devra être délivrée par l'installateur et transmise au Service Départemental d'Incendie et de Secours, Bureau Départemental de Prévision Opérationnelle (NFS 62.200),

- soit une réserve d'eau naturelle ou artificielle de 120 m3, toujours accessible aux engins pompe et présentant une hauteur géométrique d'aspiration inférieure ou égale à 6 mètres.

12°- L'établissement devra être doté d'extincteurs portatifs à eau pulvérisée de 6 litres, à raison d'un appareil pour 300 m² et avec un minimum d'un appareil au niveau.

En outre, les locaux présentant des risques particuliers d'incendie devront être dotés d'un extincteur approprié aux risques.

**ALARME**

13°- L'établissement devra être équipé d'un système d'alarme du type 4 (blocs autonomes d'alarme sonores).

**VERIFICATIONS TECHNIQUES**

14°- En cours d'exploitation, l'exploitant devra procéder, ou faire procéder, par des techniciens compétents, aux opérations d'entretien et de vérification des installations et des équipements techniques de son établissement (chauffage, éclairage, installations électriques, appareils de cuisson, ascenseurs, moyens de secours, etc,..)

**DIVERS**

15°- Des consignes précises, affichées bien en vue, devront indiquer :

- Le numéro d'appel des sapeurs-pompiers,
- Les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre (article PE 27 ❸).

16°- Le personnel devra être instruit sur la conduite à tenir en cas d'incendie et être entraîné à la manœuvre des moyens de secours.

17°- **En exécution des prescriptions des articles R 123.27, R 123.45, R 123.46 ❶, l'attention du Maire est attirée sur le fait que l'autorisation d'exploitation, qui ne peut être délivrée qu'après réception par la Commission de Sécurité compétente des travaux entièrement terminés, est subordonnée à la production par les constructeurs, installateurs et exploitants, chacun en ce qui le concerne, des comptes-rendus, documents et procès-verbaux prévus par la réglementation (articles R 123.43, R 123.44, R 123.51 ❶ et GN 12 et GE 9 ❷).**

**La visite de la commission de sécurité de l'arrondissement de ROANNE devra être sollicitée 1 mois avant la date envisagée pour l'ouverture au public de la médiathèque (article R 123.45 ❶).**

**Il est précisé que le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne dégage pas les constructeurs, installateurs et exploitants des responsabilités qui leur incombent personnellement (article R 123.43 ❶).**

Le rapporteur,

Lieutenant Rémi FOREY
Brevet de Prévention n° 7473

Vu et approuvé, le 13 avril 2007

Pour le Directeur Départemental des Services
d'Incendie et de Secours de la Loire,

Colonel R. BLANQUET
Directeur Adjoint

Le Chef du Bureau
Départemental de Prévention,
Par intérim

Capitaine R. SOUVIGNET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
(Loire)

VILLE DE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DU MAIRE**

N° 08-185

**OBJET :**
**Ouverture au public d'une médiathèque municipale**

**Avenue Parmentier**

Le Maire de la Ville du COTEAU,

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation,

Vu la demande présentée par la Commune du Coteau, en vue d'obtenir l'autorisation d'ouverture d'une médiathèque municipale,

Vu le dossier de permis de construire n° 4207107R0007 présenté,

Vu l'avis favorable émis par la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'Arrondissement de ROANNE en date du 15 mai 2008,

Vu la visite établie sur les lieux par les membres de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité en date du 21 juillet 2008,

**ARRETE**

Article premier : La commune du Coteau EST AUTORISEE à ouvrir l'accès au public de la médiathèque municipale située avenue Parmentier 42120 LE COTEAU.

Article deuxième : Les prescriptions émises lors de la visite de la Commission de Sécurité et d'Accessibilité de l'établissement devront être réalisées dans les plus brefs délais.

Article troisième : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation conforme
à l'original,
Le Maire,

« Publié »

A LE COTEAU, le 29 août 2008

Le Maire,

Signé : Jean-Paul BURDIN

SM/29/08/08

xx/xx/2022

# Annexe n°2 : CERTIFICAT ADMINISTRATIF DE MISE A DISPOSITION DE BIENS

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 2019 portant modification des statuts de Roannais Agglomération ;
Vu la délibération du Bureau communautaire du XX XX 2022 et du Conseil municipal du XX XX 2022 ;
Vu le procès verbal établi contradictoirement entre la Ville du Coteau et Roannais Agglomération,

Il convient de procéder aux écritures d'ordre non budgétaires de transfert des comptes répertoriés ci-dessous au compte 2423 pour la mise à disposition des éléments d'actif et de passif concernés par les transferts « « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » pour la commune du Coteau et au compte 22318 pour les bien reçues en affectation par Roannais Agglomération.

Il est précisé que, par exception au régime de droit commun de mise à disposition, les biens meubles afférents aux équipements concernés feront l'objet d'un transfert en pleine propriété, autorisé par les articles L.1321-4 du Code Général des Collectivités Territoriales et L.3112-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques. La liste des biens transférés en pleine propriété fera l'objet d'une délibération spécifique.

# MISE A DISPOSITION DE LA MEDIATHEQUE

## ACTIF

| N° INVENTAIRE | COMPTES | LIBELLES | MONTANT D'ORIGINE | VNC au 31/12/2021 |
|---|---|---|---|---|
| ***BIENS IMMEUBLES*** | | | | |
| 2006/BAT/00001 | 21318 | Constructions autr. Bât.publics (construction de la médiathèque de proximité du Coteau) | 1 272 314,49 € | 1 272 314,49 € |
| 2006/BAT/00001* | 21318 | Constructions autr. Bât.publics (modif. Banque accueil par goulotte et meuble s/roulette à la médiathèque de proximité du Coteau) | 1 338,32 € | 0,00 € |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | | | |
| | | **Total** | **1 273 652,81 €** | **1 272 314,49 €** |
| **TOTAL ACTIF** | | | **1 273 652,81 €** | **1 272 314,49 €** |

## PASSIF

| COMPTES | LIBELLES | MONTANT |
|---|---|---|
| ***SUBVENTIONS*** | | |
| 1321 | Subvention Etat (DRAC aide aux travaux) | 341 703,00 € |
| 1321 | Subvention Etat (DRAC aide au mobilier et à l'informatique) | 26 913,00 € |
| 1323 | Subvention du Département (aide du Conseil Général aux travaux) | 84 000,00 € |
| **TOTAL PASSIF** | | **452 616,00 €** |

Le présent certificat est délivré pour servir et valoir ce que de droit.

**Pour Roannais Agglomération**
Le Président,

**Yves NICOLIN**
Maire de Roanne

**Pour la Ville du Coteau**
Le Maire,

**Sandra CREUZET**

xx/03/2022

**Annexe n°3 - MEDIATHEQUE du COTEAU : liste des biens figurant au patrimoine transférés EN PLEINE PROPRIETE à ROANNAIS AGGLOMERATION au 01/01/2022**

| date acquisition | N° Inventaire | compte nature | Désignation | Montant initial | Mode amortissement durée et type | cumuls amortissements dont 2020 | V C N au 31 12 2020 | cumul amortissements dont 2021 | V C N au 31 12 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 20/12/2007 | 2007/LOG/00003 | 2051 | PACK LOGICIEL MEDIATHEQUE | 4 031,72 | Linéaire 2 ans | 4 031,72 | 0,00 | 4 031,72 | 0,00 |
| | | | **logiciels Nature 2051** | **4 031,72** | | **4 031,72** | **0,00** | **4 031,72** | **0,00** |
| 13/12/2007 | 2007/MAT/00048 | 2188 | Fonds documentaire Lot 1 | 149 484,91 | Néant | 0,00 | 149 484,91 | 0,00 | 149 484,91 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00104 | 2188 | CASQUE TECHNICS MEDIATHEQUE | 59,98 | Linéaire 1 an | 59,98 | 0,00 | 59,98 | 0,00 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00105 | 2188 | PLATINES (2) MEDIATHEQUE | 438,50 | Linéaire 1 an | 438,50 | 0,00 | 438,50 | 0,00 |
| 19/03/2010 | 2010/MAT/00012 | 2188 | Sonorisation portable | 1 157,00 | Linéaire 5 ans | 1 157,00 | 0,00 | 1 157,00 | 0,00 |
| 22/09/2020 | 2020/MAT/00038 | 2188 | CLIMATISEUR MOBILE(1) AVEC KIT FENETRE | 596,20 | Linéaire 1 an | 0,00 | 596,20 | 596,20 | 0,00 |
| | | | **autres immob corporelles Nature 2188** | **151 736,59** | | **1 655,48** | **150 081,11** | **2 251,68** | **149 484,91** |
| 10/12/2007 | 2007/MAT/00050 | 21838 | INSTALLATION & PARAM LOGICIEL | 6 231,16 | Linéaire 2 ans | 6 231,16 | 0,00 | 6 231,16 | 0,00 |
| 04/09/2008 | 2008/MAT/00050 | 21838 | SWITCHS (2) MEDIATHEQUE | 2 966,08 | Linéaire 2 ans | 2 966,08 | 0,00 | 2 966,08 | 0,00 |
| 06/10/2008 | 2008/MAT/00076 | 21838 | TERMINALS PASSIFS + ECRAN X 4 | 1 992,05 | Linéaire 2 ans | 1 992,05 | 0,00 | 1 992,05 | 0,00 |
| 06/10/2008 | 2008/MAT/00078 | 21838 | ORDINATEUR MEDIATHEQUE | 918,53 | Linéaire 2 ans | 918,53 | 0,00 | 918,53 | 0,00 |
| 06/11/2008 | 2008/MAT/00084 | 21838 | TELEPHONES MEDIATHEQUE | 1 328,76 | Linéaire 2 ans | 1 328,76 | 0,00 | 1 328,76 | 0,00 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00107 | 21838 | MAT. INFORMATIQUE PARAMETRAGE | 2 009,28 | Linéaire 2 ans | 2 009,28 | 0,00 | 2 009,28 | 0,00 |
| 29/04/2009 | 2009/MAT/00019 | 21838 | DOUCHETTES (2) FOURNITURE & RE | 323,52 | Linéaire 2 ans | 323,52 | 0,00 | 323,52 | 0,00 |
| 20/10/2009 | 2009/MAT/00087 | 21838 | TERMINAL PASSIF ET ECRAN | 392,11 | Linéaire 2 ans | 392,11 | 0,00 | 392,11 | 0,00 |
| 06/07/2010 | 2010/MAT/00058 | 21838 | VIDEOPROJECTEUR | 297,80 | Linéaire 5 ans | 297,80 | 0,00 | 297,80 | 0,00 |
| 02/09/2010 | 2010/MAT/00066 | 21838 | DOUCHETTE OPTICON LASER | 330,10 | Linéaire 2 ans | 330,10 | 0,00 | 330,10 | 0,00 |
| 29/08/2011 | 2011/MAT/00049 | 21838 | CISAILLE BUREAU AGRAFEUSE ELEC | 756,23 | Linéaire 8 ans | 756,23 | 0,00 | 756,23 | 0,00 |
| 03/07/2014 | 2014/MAT/00042 | 21838 | TITREUSE BROTHER | 365,10 | Linéaire 1 an | 365,10 | 0,00 | 365,10 | 0,00 |
| 24/05/2017 | 2017/MAT/00030 | 21838 | ORDINATEUR PORTABLE ASUS X540 SA | 627,90 | Linéaire 1 an | 627,90 | 0,00 | 627,90 | 0,00 |
| 02/10/2019 | 2019/MAT/00036 | 21838 | IMPRIMANTE HP PAGEWIDE PRO 477 DW - MEDIATHEQUE | 514,27 | Linéaire 1 an | 514,27 | 0,00 | 514,27 | 0,00 |
| 30/03/2020 | 2020/MAT/00006 | 21838 | LECTEUR CD MARANTZ CD 6006 | 499,50 | Linéaire 1 an | 0,00 | 499,50 | 499,50 | 0,00 |
| 06/10/2008 | 2008/mat/00077 | 21838 | PC PORTABLE BECHTLE | 1 397,53 | Linéaire 2 ans | 1397,53 | 0,00 | 1397,53 | 0,00 |
| | | | **matériel de bureau et informatique Nature 2183** | **20 949,92** | | **20 450,42** | **499,50** | **20 949,92** | **0,00** |
| 04/09/2008 | 2008/MAT/00061 | 21568 | EXTINCTEURS | 1 148,46 | Linéaire 12 ans | 1 148,46 | 0,00 | 1 148,46 | 0,00 |
| | | | **matériel d'incendie Nature 21568** | **1 148,46** | | **1 148,46** | **0,00** | **1 148,46** | **0,00** |
| 04/07/2008 | 2008/MAT/00025 | 21848 | Situation n°1 Mobilier médiath | 17 362,93 | Linéaire 12 ans | 17 362,93 | 0,00 | 17 362,93 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00029 | 21848 | CHAISES DE TRAVAIL Situation n | 8 025,16 | Linéaire 12 ans | 8 025,16 | 0,00 | 8 025,16 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00030 | 21848 | CHAISES DE TRAVAIL Situation n | 291,82 | Linéaire 12 ans | 291,82 | 0,00 | 291,82 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00031 | 21848 | SIEGES DE TRAVAIL Situation n° | 1 327,56 | Linéaire 12 ans | 1 327,56 | 0,00 | 1 327,56 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00032 | 21848 | FAUTEUIL DIRECTION Situation n | 472,41 | Linéaire 12 ans | 472,41 | 0,00 | 472,41 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 A | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 B | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 C | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 D | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 E | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 F | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 G | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 A | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 B | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |

| date acquisition | N° Inventaire | compte nature | Désignation | Montant initial | Mode amortissement durée et type | cumuls amortissements dont 2020 | V C N au 31 12 2020 | cumul amortissements dont 2021 | V C N au 31 12 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 C | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | Linéaire 12 ans | 416,21 | 0,00 | 416,21 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00035 | 21848 | BUREAU DE DIRECTION Situation | 1 155,34 | Linéaire 12 ans | 1 155,34 | 0,00 | 1 155,34 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00036 A | 21848 | LAMPADAIRE METAL Situation n°1 | 265,51 | Linéaire 12 ans | 265,51 | 0,00 | 265,51 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00036 B | 21848 | LAMPADAIRE METAL Situation n°1 | 265,51 | Linéaire 12 ans | 265,51 | 0,00 | 265,51 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00037 | 21848 | TABLES REUNION (LOT) Situation | 1 607,42 | Linéaire 12 ans | 1 607,42 | 0,00 | 1 607,42 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00038 | 21848 | CHEVALET CONFERENCE Situation | 271,61 | Linéaire 12 ans | 271,61 | 0,00 | 271,61 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00039 | 21848 | CHARIOT TRANSPORT Situation n° | 227,24 | Linéaire 12 ans | 227,24 | 0,00 | 227,24 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00040 | 21848 | CHARIOT TRANSPORT GRIS Situati | 236,81 | Linéaire 12 ans | 236,81 | 0,00 | 236,81 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00041 | 21848 | MALETTE/CORBEILLES PAPIER Situ | 315,98 | Linéaire 12 ans | 315,98 | 0,00 | 315,98 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00042 | 21848 | PANNEAU AFFICHAGE EXT. Situati | 1 453,14 | Linéaire 12 ans | 1 453,14 | 0,00 | 1 453,14 | 0,00 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00043 | 21848 | PANNEAU AFFICHAGE INT. Situati | 365,98 | Linéaire 12 ans | 365,98 | 0,00 | 365,98 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00062 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 29 495,74 | Linéaire 12 ans | 29 495,74 | 0,00 | 29 495,74 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00063 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 193,90 | Linéaire 12 ans | 1 193,90 | 0,00 | 1 193,90 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00064 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 9 754,38 | Linéaire 12 ans | 9 754,38 | 0,00 | 9 754,38 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00065 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 3 485,02 | Linéaire 12 ans | 3 485,02 | 0,00 | 3 485,02 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00066 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 2 522,79 | Linéaire 12 ans | 2 522,79 | 0,00 | 2 522,79 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00067 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 6 420,26 | Linéaire 12 ans | 6 420,26 | 0,00 | 6 420,26 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00068 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 2 522,79 | Linéaire 12 ans | 2 522,79 | 0,00 | 2 522,79 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00069 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 772,44 | Linéaire 12 ans | 1 772,44 | 0,00 | 1 772,44 | 0,00 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00070 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 753,44 | Linéaire 12 ans | 1 753,44 | 0,00 | 1 753,44 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00087 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 - M | 9 357,50 | Linéaire 12 ans | 9 357,50 | 0,00 | 9 357,50 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00088 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 1 207,96 | Linéaire 12 ans | 1 207,96 | 0,00 | 1 207,96 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00089 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 621,92 | Linéaire 12 ans | 621,92 | 0,00 | 621,92 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00090 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 375,07 | Linéaire 12 ans | 375,07 | 0,00 | 375,07 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00091 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 316,32 | Linéaire 12 ans | 316,32 | 0,00 | 316,32 | 0,00 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00092 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 173,42 | Linéaire 12 ans | 173,42 | 0,00 | 173,42 | 0,00 |
| 16/03/2009 | 2009/MAT/00014 | 21848 | REFRIGERATEUR | 193,00 | Linéaire 5 ans | 193,00 | 0,00 | 193,00 | 0,00 |
| 16/03/2009 | 2009/MAT/00015 | 21848 | MICRO-ONDES | 72,00 | Linéaire 1 an | 72,00 | 0,00 | 72,00 | 0,00 |
| 23/07/2009 | 2009/MAT/00035 | 21848 | ASPIRATEUR MEDIATHEQUE | 680,00 | Linéaire 8 ans | 680,00 | 0,00 | 680,00 | 0,00 |
| 16/07/2009 | 2009/MAT/00038 | 21848 | Bacs à albums (3) Fact.7054646 | 1 761,71 | Linéaire 12 | 1 614,91 | 146,80 | 1 761,71 | 0,00 |
| 27/10/2009 | 2009/MAT/00073 | 21848 | BAC A CD PRESENTOIRS A LIVRES | 1 992,17 | Linéaire 12 | 1 826,11 | 166,06 | 1 992,17 | 0,00 |
| 27/10/2009 | 2009/MAT/00074 | 21848 | PRESENTOIRS A LIVRES | 440,70 | Linéaire 12 | 404,03 | 36,67 | 440,70 | 0,00 |
| 21/12/2009 | 2009/MAT/00086 | 21848 | ETRIER MEDIATHEQUE | 502,82 | Linéaire 12 | 460,90 | 41,92 | 502,82 | 0,00 |
| 30/04/2010 | 2010/MAT/00037 | 21848 | Petits etriers Fact FC20100019 | 716,40 | Linéaire 12 | 597,00 | 119,40 | 656,70 | 59,70 |
| 09/11/2010 | 2010/MAT/00074 | 21848 | BAC BD CAREA 8 CASE | 1 111,71 | Linéaire 12 ans | 926,40 | 185,31 | 1 019,04 | 92,67 |
| 09/11/2010 | 2010/MAT/00075 | 21848 | TABLE VITRINE ROULETTES R | 1 533,79 | Linéaire 12 | 1 278,20 | 255,59 | 1 406,02 | 127,77 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00026 | 21848 | BAC A ALBUMS 4 CASES SUR ROULE | 2 045,16 | Linéaire 12 | 1 533,87 | 511,29 | 1 704,30 | 340,86 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00030 | 21848 | ETAGERE + RAYON SIGNALISATION | 2 081,88 | Linéaire 12 | 1 561,41 | 520,47 | 1 734,90 | 346,98 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00031 | 21848 | SIGNALISATION LATERALE AIMANTE | 273,88 | Linéaire 12 | 205,38 | 68,50 | 228,20 | 45,68 |
| 28/06/2012 | 2012/MAT/00051 | 21848 | BACS ALBUMS 4 CASES SUR ROULE | 650,62 | Linéaire 1 an | 650,62 | 0,00 | 650,62 | 0,00 |
| 03/07/2012 | 2012/MAT/00052 | 21848 | BAC BD MEDIATHEQUE | 1 181,80 | Linéaire 1 an | 1 181,80 | 0,00 | 1 181,80 | 0,00 |
| 03/07/2012 | 2012/MAT/00053 | 21848 | BAC BD MEDIATHEQUE | 1 644,55 | Linéaire 1 an | 1 644,55 | 0,00 | 1 644,55 | 0,00 |
| 03/06/2013 | 2013/MAT/00021 | 21848 | SIGNALISATION LATERALE AIMANTEE - PUPITRES DE LIAISON POUR BAC - MEDIATHEQUE | 1 032,70 | Linéaire 1 an | 1 032,70 | 0,00 | 1 032,70 | 0,00 |
| 02/06/2014 | 2014/MAT/00033 | 21848 | BACS A BD | 1 607,57 | Linéaire 1 an | 1 607,57 | 0,00 | 1 607,57 | 0,00 |
| 02/06/2014 | 2014/MAT/00034 | 21848 | FAUTEUILS CLUB | 537,55 | Linéaire 1 an | 537,55 | 0,00 | 537,55 | 0,00 |

| date acquisition | N° inventaire | compte nature | Désignation | Montant initial | Mode amortissement durée et type | cumuls amortissements dont 2020 | V C N au 31 12 2020 | cumul amortissements dont 2021 | V C N au 31 12 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| 02/05/2015 | 2015/MAT/00012 | 21848 | BAC BD BAS SUR ROULETTES MELAMINE GRIS | 1 756,51 | Linéaire 1 an | 1756,51 | 0,00 | 1756,51 | 0,00 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00001 | 21848 | BACS (2) CD ET DVD | 256,82 | Linéaire 1 an | 256,82 | 0,00 | 256,82 | 0,00 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00002 | 21848 | PROFIL SEPARATEUR BUTEE | 547,11 | Linéaire 1 an | 547,11 | 0,00 | 547,11 | 0,00 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00003 | 21848 | BAC CD ET DVD AVEC TIROIR | 1 776,58 | Linéaire 1 an | 1776,58 | 0,00 | 1776,58 | 0,00 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00062 | 21848 | BAC A BD | 1 042,76 | Linéaire 1 an | 1042,76 | 0,00 | 1042,76 | 0,00 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00063 | 21848 | BAC A CD ET DVD | 239,15 | Linéaire 1 an | 239,15 | 0,00 | 239,15 | 0,00 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00064 | 21848 | BAC A BD A GLISSER | 529,21 | Linéaire 1 an | 529,21 | 0,00 | 529,21 | 0,00 |
| | | | **mobilier 2184** | **134 987,82** | | **132 935,61** | **2 052,01** | **133 973,96** | **1 013,86** |
| | | | **totaux annexe 3 à transférer .....** | **312 854,31** | | **160 221,69** | **152 632,62** | **162 355,74** | **150 498,57** |

ET VOIR annexe 2 mise à dispo batim. onglet batiment seul

VILLE DU COTEAU

ANNEXE 3 BIS

xx/03/2022

**Annexe n°3 BIS : MATERIEL NE FIGURANT PAS AU PATRIMOINE MAIS PRESENT A LA MEDIATHEQUE**

| MATERIEL EXPOSITION | désignation | Réalisés en : |
|---|---|---|
| | 10 cubes gigones gris | régie |
| | 12 présentoirs | régie |
| | 15 serre-livres | régie |

# ANNEXE 4 : Certificat administratif de transfert des biens en pleine propriété à Roannais Agglomération au 1/1/2022

**Objet : Transfert de la compétence lecture publique - Commune DU COTEAU**

Vu le procès-verbal de mise à disposition entre la communauté d'Agglomération et la commune du COTEAU en date du xx

Considérant que la commune du COTEAU cède à titre gratuit à Roannais Agglomération, au titre de la compétence « Construction, aménagement, entretien et gestion d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire » les biens mobiliers utilisés pour l'exercice de cette compétence,

Au vu des informations ci-dessous, il est prévu la cession à titre gratuit des biens suivants par opération d'ordre budgétaire :

| date acquisition | N° Inventaire | compte nature | Désignation | Montant initial | V C N au 31 12 2021 | cumul amortissements dont 2021 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 20/12/2007 | 2007/LOG/00003 | 2051 | PACK LOGICIEL MEDIATHEQUE | 4 031,72 | 0,00 | 4 031,72 |
| | | | **logiciels Nature 2051** | **4 031,72** | **0,00** | **4 031,72** |
| 13/12/2007 | 2007/MAT/00048 | 2188 | Fonds documentaire Lot 1 | 149 484,91 | 149 484,91 | 0,00 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00104 | 2188 | CASQUE TECHNICS MEDIATHEQUE | 59,98 | 0,00 | 59,98 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00105 | 2188 | PLATINES (2) MEDIATHEQUE | 438,50 | 0,00 | 438,50 |
| 19/03/2010 | 2010/MAT/00012 | 2188 | Sonorisation portable | 1 157,00 | 0,00 | 1 157,00 |
| 22/09/2020 | 2020/MAT/00038 | 2188 | CLIMATISEUR MOBILE(1) AVEC KIT FENETRE | 596,20 | 0,00 | 596,20 |
| | | | **autres immob corporelles Nature 2188** | **151 736,59** | **149 484,91** | **2 251,68** |
| 10/12/2007 | 2007/MAT/00050 | 21838 | INSTALLATION & PARAM LOGICIEL | 6 231,16 | 0,00 | 6 231,16 |
| 04/09/2008 | 2008/MAT/00050 | 21838 | SWITCHS (2) MEDIATHEQUE | 2 966,08 | 0,00 | 2 966,08 |
| 06/10/2008 | 2008/MAT/00076 | 21838 | TERMINALS PASSIFS + ECRAN X 4 | 1 992,05 | 0,00 | 1 992,05 |
| 06/10/2008 | 2008/MAT/00078 | 21838 | ORDINATEUR MEDIATHEQUE | 918,53 | 0,00 | 918,53 |
| 06/11/2008 | 2008/MAT/00084 | 21838 | TELEPHONES MEDIATHEQUE | 1 328,76 | 0,00 | 1 328,76 |
| 29/12/2008 | 2008/MAT/00107 | 21838 | MAT. INFORMATIQUE PARAMETRAGE | 2 009,28 | 0,00 | 2 009,28 |
| 29/04/2009 | 2009/MAT/00019 | 21838 | DOUCHETTES (2) FOURNITURE & RE | 323,52 | 0,00 | 323,52 |
| 20/10/2009 | 2009/MAT/00087 | 21838 | TERMINAL PASSIF ET ECRAN | 392,11 | 0,00 | 392,11 |
| 06/07/2010 | 2010/MAT/00058 | 21838 | VIDEOPROJECTEUR | 297,80 | 0,00 | 297,80 |
| 02/09/2010 | 2010/MAT/00066 | 21838 | DOUCHETTE OPTICON LASER | 330,10 | 0,00 | 330,10 |
| 29/08/2011 | 2011/MAT/00049 | 21838 | CISAILLE BUREAU AGRAFEUSE ELEC | 756,23 | 0,00 | 756,23 |
| 03/07/2014 | 2014/MAT/00042 | 21838 | TITREUSE BROTHER | 365,10 | 0,00 | 365,10 |
| 24/05/2017 | 2017/MAT/00030 | 21838 | ORDINATEUR PORTABLE ASUS X540 SA | 627,90 | 0,00 | 627,90 |
| 02/10/2019 | 2019/MAT/00036 | 21838 | IMPRIMANTE HP PAGEWIDE PRO 477 DW - MEDIATHEQUE | 514,27 | 0,00 | 514,27 |
| 30/03/2020 | 2020/MAT/00006 | 21838 | LECTEUR CD MARANTZ CD 6006 | 499,50 | 0,00 | 499,50 |
| 06/10/2008 | 2008/mat/00077 | 21838 | PC PORTABLE BECHTLE | 1 397,53 | 0,00 | 1397,53 |
| | | | **matériel de bureau et informatique Nature 2183** | **20 949,92** | **0,00** | **20 949,92** |
| 04/09/2008 | 2008/MAT/00061 | 21568 | EXTINCTEURS | 1 148,46 | 0,00 | 1 148,46 |
| | | | **matériel d'incendie Nature 21568** | **1 148,46** | **0,00** | **1 148,46** |
| 04/07/2008 | 2008/MAT/00025 | 21848 | Situation n°1 Mobilier médiath | 17 362,93 | 0,00 | 17 362,93 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00029 | 21848 | CHAISES DE TRAVAIL Situation n | 8 025,16 | 0,00 | 8 025,16 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00030 | 21848 | CHAISES DE TRAVAIL Situation n | 291,82 | 0,00 | 291,82 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00031 | 21848 | SIEGES DE TRAVAIL Situation n° | 1 327,56 | 0,00 | 1 327,56 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00032 | 21848 | FAUTEUIL DIRECTION Situation n | 472,41 | 0,00 | 472,41 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 A | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 B | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 C | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 D | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 E | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 F | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00033 G | 21848 | CHAUFFEUSE ADULTES Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 A | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 B | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00034 C | 21848 | CHAUFFEUSE ENFANTS Situation n | 416,21 | 0,00 | 416,21 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00035 | 21848 | BUREAU DE DIRECTION Situation | 1 155,34 | 0,00 | 1 155,34 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00036 A | 21848 | LAMPADAIRE METAL Situation n°1 | 265,51 | 0,00 | 265,51 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00036 B | 21848 | LAMPADAIRE METAL Situation n°1 | 265,51 | 0,00 | 265,51 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00037 | 21848 | TABLES REUNION (LOT) Situation | 1 607,42 | 0,00 | 1 607,42 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00038 | 21848 | CHEVALET CONFERENCE Situation | 271,61 | 0,00 | 271,61 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00039 | 21848 | CHARIOT TRANSPORT Situation n° | 227,24 | 0,00 | 227,24 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00040 | 21848 | CHARIOT TRANSPORT GRIS Situati | 236,81 | 0,00 | 236,81 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00041 | 21848 | MALETTE/CORBEILLES PAPIER Situ | 315,98 | 0,00 | 315,98 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00042 | 21848 | PANNEAU AFFICHAGE EXT. Situati | 1 453,14 | 0,00 | 1 453,14 |
| 22/07/2008 | 2008/MAT/00043 | 21848 | PANNEAU AFFICHAGE INT. Situati | 365,98 | 0,00 | 365,98 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00062 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 29 495,74 | 0,00 | 29 495,74 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00063 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 193,90 | 0,00 | 1 193,90 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00064 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 9 754,38 | 0,00 | 9 754,38 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00065 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 3 485,02 | 0,00 | 3 485,02 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00066 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 2 522,79 | 0,00 | 2 522,79 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00067 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 6 420,26 | 0,00 | 6 420,26 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00068 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 2 522,79 | 0,00 | 2 522,79 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00069 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 772,44 | 0,00 | 1 772,44 |
| 22/09/2008 | 2008/MAT/00070 | 21848 | FOURNITURE MOBILIER SPECIFIQUE | 1 753,44 | 0,00 | 1 753,44 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00087 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 - M | 9 357,50 | 0,00 | 9 357,50 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00088 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 1 207,96 | 0,00 | 1 207,96 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00089 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 621,92 | 0,00 | 621,92 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00090 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 375,07 | 0,00 | 375,07 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00091 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 316,32 | 0,00 | 316,32 |
| 09/12/2008 | 2008/MAT/00092 | 21848 | SITUATION 1 et solde LOT 2 | 173,42 | 0,00 | 173,42 |
| 16/03/2009 | 2009/MAT/00014 | 21848 | REFRIGERATEUR | 193,00 | 0,00 | 193,00 |
| 16/03/2009 | 2009/MAT/00015 | 21848 | MICRO-ONDES | 72,00 | 0,00 | 72,00 |
| 23/07/2009 | 2009/MAT/00035 | 21848 | ASPIRATEUR MEDIATHEQUE | 680,00 | 0,00 | 680,00 |
| 16/07/2009 | 2009/MAT/00038 | 21848 | Bacs à albums (3) Fact.7054646 | 1 761,71 | 0,00 | 1 761,71 |
| 27/10/2009 | 2009/MAT/00073 | 21848 | BAC A CD PRESENTOIRS A LIVRES | 1 992,17 | 0,00 | 1 992,17 |
| 27/10/2009 | 2009/MAT/00074 | 21848 | PRESENTOIRS A LIVRES | 440,70 | 0,00 | 440,70 |
| 21/12/2009 | 2009/MAT/00086 | 21848 | ETRIER MEDIATHEQUE | 502,82 | 0,00 | 502,82 |
| 30/04/2010 | 2010/MAT/00037 | 21848 | Petits etriers Fact FC20100019 | 716,40 | 59,70 | 656,70 |
| 09/11/2010 | 2010/MAT/00074 | 21848 | BAC BD CAREA 8 CASE | 1 111,71 | 92,67 | 1 019,04 |
| 09/11/2010 | 2010/MAT/00075 | 21848 | TABLE VITRINE ROULETTES R | 1 533,79 | 127,77 | 1 406,02 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00026 | 21848 | BAC A ALBUMS 4 CASES SUR ROULE | 2 045,16 | 340,86 | 1 704,30 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00030 | 21848 | ETAGERE + RAYON SIGNALISATION | 2 081,88 | 346,98 | 1 734,90 |
| 06/06/2011 | 2011/MAT/00031 | 21848 | SIGNALISATION LATERALE AIMANTE | 273,88 | 45,68 | 228,20 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| 28/06/2012 | 2012/MAT/00051 | 21848 | BACS ALBUMS 4 CASES SUR ROULE | 650,62 | 0,00 | 650,62 |
| 03/07/2012 | 2012/MAT/00052 | 21848 | BAC BD MEDIATHEQUE | 1 181,80 | 0,00 | 1 181,80 |
| 03/07/2012 | 2012/MAT/00053 | 21848 | BAC BD MEDIATHEQUE | 1 644,55 | 0,00 | 1 644,55 |
| 03/06/2013 | 2013/MAT/00021 | 21848 | SIGNALISATION LATERALE AIMANTEE - PUPITRES DE LIAISON POUR BAC - MEDIATHEQUE | 1 032,70 | 0,00 | 1 032,70 |
| 02/06/2014 | 2014/MAT/00033 | 21848 | BACS A BD | 1 607,57 | 0,00 | 1 607,57 |
| 02/06/2014 | 2014/MAT/00034 | 21848 | FAUTEUILS CLUB | 537,55 | 0,00 | 537,55 |
| 02/05/2015 | 2015/MAT/00012 | 21848 | BAC BD BAS SUR ROULETTES MELAMINE GRIS | 1 756,51 | 0,00 | 1756,51 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00001 | 21848 | BACS (2) CD ET DVD | 256,82 | 0,00 | 256,82 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00002 | 21848 | PROFIL SEPARATEUR BUTEE | 547,11 | 0,00 | 547,11 |
| 08/02/2017 | 2017/MAT/00003 | 21848 | BAC CD ET DVD AVEC TIROIR | 1 776,58 | 0,00 | 1776,58 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00062 | 21848 | BAC A BD | 1 042,76 | 0,00 | 1042,76 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00063 | 21848 | BAC A CD ET DVD | 239,15 | 0,00 | 239,15 |
| 20/10/2017 | 2017/MAT/00064 | 21848 | BAC A BD A GLISSER | 529,21 | 0,00 | 529,21 |
| | | | **mobilier 2184** | **134 987,62** | **1 013,66** | **133 973,96** |
| | | | **totaux annexe 3 à transférer .....** | **312 854,31** | **150 498,57** | **162 355,74** |

**Pour la Ville du Coteau**
Le Maire,

**Madame Sandra CREUZET**

**Pour Roannais Agglomération**
Le Président,

**Monsieur Yves Nicolin**
Maire de Roanne

**Annexe n° 5 - Contrats et Marché**

| Intitulé du Marché | Lot n° | Intitulé du lot | Titulaire du marché | Montant en € HT | Durée du marché | Transfert Total (T) ou | Observations |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| **Contrat de réseau Premium** | Lot Unique | Sans objet | **FLOW LINE Groupe**<br>4 rue Maryse Bastié<br>69500 BRON | 390 € / an | 01/02/2021 au 31/01/2022 | - | Contrat résiliée par la commune.Dénonciation effective au 31/01/2022 |
| **Service assistance hébergement et maintenance** | Lot Unique | Sans objet | **PMB Services**<br>ZI de Mont sur Loir - Château du Loir<br>72500 MONTVALLON-SUR-LOIR | 473,53 € / an | 1 an à compter du 18/11/2021 | T | Avenant tripartite pour reprise du contrat par Roannais Agglomération au 1/01/2022. |
| **Contrat de maintenance** | Lot unique | Sans objet | **PORTALP France**<br>4 rue des Charpentiers<br>95330 DOMONT | 498 € / an | an à compter du 01/01/20 | T | Avenant tripartite pour reprise du contrat par Roannais Agglomération au 1/01/2022. |
| **Contrat de télésurveillance et intervention** | Lot Unique | Sans Objet | **Agence d'intervention et de sécurité (A-I-S)**<br>26 rue Auguste Dourdein<br>42300 ROANNE | Facturation à l'intervention | 1 an à compter du 01/01/2021 | P | Intégration de la médiathèque dans le contrat de Roannais Agglomération avec AIS. |
| **Entretien des installations de chauffage et climatisation des bâtiments communaux** | 1 | Entretien des installations de chauffage | **E2S - Agence Loire**<br>10H rue de la Productique<br>BP 705<br>42960 SAINT ETIENNE CEDEX 9 | 765 €/an | 01/01/2019-31/12/2022 | P | Avenant tripartite pour reprise du contrat par Roannais Agglomération au 1/01/2022. Puis intégration de la médiathèque dans le marché de Roannais Agglomération avec Engie Energie Services au 1/01/2023. |
| **Contrat de fourniture d'électricité** | Sans objet | Sans objet | **Syndicat des Energies du Département de la Loire**<br>4 avenue Albert Raimond<br>CS 80019<br>42271 SAINT PRIEST EN JAREZ | Budget 4000 € TTC | Compteur basculé à compter du 01/01/2022 | T | Intégration de la médiathèque dans le contrat de Roannais Agglomération avec Total Energie Direct (en groupement de commandes avec la Ville de Roanne) au 1/01/2022. |
| **Contrat de fourniture de gaz (chauffage urbain)** | Sans objet | - | **Gaz de Bordeaux**<br>6 place de Ravezies<br>33075 BORDEAUX CEDEX | Budget 7500 € TTC avec refacturation à la Mairie du Coteau de la partie école car compteur commun (En 2021 ; 2 500 € TTC environ) | Compteur basculé à compter du 01/01/2022 | P | Intégration de la médiathèque dans le contrat de Roannais Agglomération avec Gaz de Bordeaux (en groupement de commandes avec l'UGAP) au 1/01/2022. |
| **Contrat fourniture Eau potab** | Sans objet | - | **Roannaise de l'Eau**<br>63 rue Jean Jaurès<br>CS 30215<br>42313 ROANNE CEDEX | Budget 500 € TTC | Compteur basculé à compter du 01/01/2022 | T | Intégration de la médiathèque dans le contrat de Roannais Agglomération au 1/01/2022. |

ex: MAIRIE

CAISSE D'EPARGNE
LOIRE DROME ARDECHE

## CONTRAT DE PRET AUX COLLECTIVITES PUBLIQUES A TAUX FIXE

**CONTRAT N° 3083860**

**ENTRE LE PRETEUR**

La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, société anonyme coopérative à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance, régie par les articles L512-85 et suivants du Code monétaire et financier, au capital social de 183 876 880 euros.
Siège social : Espace Fauriel - 17, rue des Frères Ponchardier - B.P. 147 - 42012 Saint-Etienne cedex 2 - 383 686 839 RCS Saint-Etienne.
Intermédiaire d'assurance, immatriculé à l'ORIAS sous le n° 07 002 052. Titulaire de la carte professionnelle "transaction sur immeuble et fonds de commerce sans perception de fonds, effets ou valeurs", n° 298T délivrée par la préfecture de la Loire, garantie CEGI - 128, rue de la Boëtie - 75008 PARIS."

La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche est représentée par Monsieur Roger PAOUR, Directeur, dûment habilité à l'effet des présentes.

**ET L'EMPRUNTEUR**

| | |
|---|---|
| Dénomination : | COMMUNE LE COTEAU |
| Adresse : | En Mairie<br>42125 LE COTEAU |
| Représenté(e) par son | Maire Monsieur BURDIN Jean-Paul |

Il a été convenu ce qui suit :

JPB NLD

## TITRE 1 - CONDITIONS PARTICULIERES

### ARTICLE 1 : CARACTERISTIQUES DU PRET

La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche consent à l'Emprunteur, qui l'accepte, un prêt dont les caractéristiques sont les suivantes :

**OBJET** : Ce prêt est destiné à financer les investissements 2009.

**MONTANT** : 930 000,00 Euros.

**DUREE** : 180 mois.

**TAUX D'INTERET** : 4,34 %.

Pour satisfaire aux dispositions de la loi 66-1010 du 28 décembre 1966 et du décret 85-944 du 4 septembre 1985, l'Emprunteur et la Caisse d'Epargne déclarent d'un commun accord que le taux effectif global du prêt s'établit à : 4,34 % l'an.

Sont incorporés dans le taux effectif global, tel qu'indiqué ci-dessus, le montant des primes d'assurance, des frais de constitution de dossiers et de garantie(s), le montant des frais d'actes et de toutes commissions s'il y a lieu.

**TYPE D'AMORTISSEMENT** : échéances constantes.

**MONTANT DE L' ECHEANCE** : 85 645,96 Euros.

**PERIODICITE DE REMBOURSEMENT** : annuelle.

**COMMISSION D'INTERVENTION** : 0,00 Euros.

**VALIDITE DU CONTRAT :**

Ce contrat pourra être considéré comme nul et non avenu s'il n'est pas renvoyé signé par l'Emprunteur, accompagné de la délibération du Conseil de la Collectivité bénéficiaire ayant autorisé son représentant à le signer, avant le 17/08/2009, soit 2 mois maximum de date à date après la signature par le représentant de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche.

### ARTICLE 2 : GARANTIE(S)

Le remboursement du présent prêt est garanti par :

- **Sans objet pour le présent contrat.**

### ARTICLE 3 : DISPOSITIONS DEROGATOIRES AUX CONDITIONS GENERALES

Le présent contrat obéira aux dispositions particulières mentionnées ci-après :

- **Sans objet pour le présent contrat.**

## TITRE 2 - CONDITIONS GENERALES

### ARTICLE 1 : MISE A DISPOSITION ET DESTINATION DES FONDS

Les fonds sont tenus à la disposition de l'Emprunteur pendant 4 mois, à partir de la signature du contrat par la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche.
Si à l'expiration de ce délai, aucun déblocage n'est intervenu, la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche pourra procéder à l'annulation du présent contrat.

L'Emprunteur s'engage à n'employer les fonds du prêt qu'au financement de son objet. L'utilisation du prêt à un objet autre que celui prévu aux Conditions Particulières ne saurait en aucun cas engager la responsabilité de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, ni lui être opposée par le garant.

### ARTICLE 2 : VERSEMENTS DES FONDS A L'EMPRUNTEUR

Les fonds sont versés en une ou plusieurs fois selon la demande qui en est faite par l'Emprunteur. Le nombre de versements ne peut être supérieur à quatre. Chaque demande de versement devra être formulée par écrit et parvenir à la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche au moins 8 jours ouvrables avant la date retenue.

Le déblocage des fonds est subordonné à la constitution et à la régularisation des garanties prévues aux Conditions Particulières, ainsi qu'à la présentation d'une délibération de la Collectivité visée en Préfecture.

Dans tous les cas, les fonds devront être retirés au plus tard 4 mois après la date de signature du contrat par le représentant de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche. Si à l'expiration de ce délai, les fonds n'ont pas été retirés, le montant du prêt sera réduit à due concurrence.

### ARTICLE 3 : COMMISSION D'INTERVENTION

La commission d'intervention figurant à l'article 1 du titre 1 est à la charge de l'Emprunteur et reste définitivement acquise à la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, même si le prêt n'est que partiellement réalisé.

### ARTICLE 4 : DUREE, POINT DE DEPART D'AMORTISSEMENT ET INTERETS INTERCALAIRES

La durée du prêt mentionnée dans les conditions Particulières ne tient pas compte de la période de versement des fonds.

- **Le point de départ de l'amortissement (P.D.A.) est toujours fixé le 25 du mois par rapport à la date du déblocage.**

Les intérêts intercalaires sont appelés dans tous les cas à la date du point de départ d'amortissement et sont calculés au taux initial du prêt, selon la formule du taux proportionnel prorata temporis sur la base d'une année financière de 360 jours.

## ARTICLE 5 : AMORTISSEMENT ET INTERETS

Un tableau d'amortissement sera remis à l'Emprunteur lorsque les fonds auront été versés.
Les échéances comprennent l'amortissement en capital et le paiement des intérêts calculés au taux conventionnel mentionné dans les Conditions Particulières sur la base d'une année financière de 360 jours.
Le montant du capital dû à chaque échéance figurera dans le tableau d'amortissement, de même que le montant des intérêts courus.

## ARTICLE 6 : PAIEMENT DES ECHEANCES ET INTERETS DE RETARD AVANT EXIGIBILITE

Le paiement des échéances et intérêts de retard s'effectuera par prélèvement selon la procédure de « débit d'office » en vigueur dans le groupe Caisse d'Epargne et la Comptabilité Publique, dans la monnaie dans laquelle est exprimé le crédit accordé par la Caisse d'Epargne, ce que l'Emprunteur accepte et autorise expressément.

La Caisse d'Epargne adresse à l'emprunteur un avis d'échéance. Le prélèvement de l'échéance est effectué automatiquement à la date d'échéance par le comptable, dans le cadre de la procédure de paiement sans mandatement préalable.

Le capital et les intérêts non payés à la date d'exigibilité produisent immédiatement et de plein droit, sans qu'il soit besoin de mise en demeure préalable, un intérêt au taux du prêt majoré de 3 points. Cet intérêt de retard s'ajoute au capital et est lui-même productif d'intérêts à compter du premier jour de la période suivante.
Le taux de référence des intérêts de retard est celui appliqué à l'échéance impayée.

## ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DES GARANTS

Si le prêt est consenti avec la garantie d'un ou plusieurs Etablissements Publics ou Collectivités, le ou les garant(s) s'engage(nt) à verser les sommes dues par l'Emprunteur en capital, intérêts, et s'il y a lieu les intérêts de retard prévus à l'article précédent dans le cas où celui-ci ne s'acquitterait pas de ses obligations.
Ils effectue(nt) ces versements sur simple demande de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, sans pouvoir lui opposer l'absence des ressources prévues pour ce règlement, ni exiger qu'elle entame au préalable des poursuites contre le débiteur défaillant.

## ARTICLE 8 : CLAUSE D'IMPREVISION

Le présent accord de prêt est conclu sur la base des données juridiques et monétaires présentement en vigueur.
Au cas où interviendrait une loi ou une réglementation, voire l'interprétation nouvelle de texte, modifiant les termes financiers de ladite opération au détriment de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, la Caisse d'Epargne lui notifiera l'événement et les parties négocieront dans les trois mois suivants cette notification, l'adaptation du présent contrat.
A défaut d'un accord entre les parties, l'emprunteur optera dans un nouveau délai de trois mois, entre résilier le contrat et rembourser de façon anticipée aux conditions définies dans l'article 9, ou en poursuivre l'exécution en prenant à son compte les charges supplémentaires. Durant tout ce temps, le contrat se poursuivra à ces dernières conditions.

**ARTICLE 9 : REMBOURSEMENT ANTICIPE**

*a) Indemnité de Remboursement Anticipé*

La Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche exigera une indemnité dont le montant résulte de la différence positive entre :

- la somme des échéances du prêt restant dues et actualisées lors du remboursement :

  au taux des Bons du Trésor (BTAN) à 5 ans(1) (de durée résiduelle immédiatement inférieure la plus proche) du dernier jour ouvré du mois précédent l'échéance, si la durée résiduelle du prêt est inférieure à 7 ans.
  ou
  au taux des Emprunts d'Etat (TME)(2) du mois précédent l'échéance de remboursement, si la durée résiduelle du prêt est supérieure ou égale à 7 ans.

et

- le capital restant dû

Le montant de cette indemnité ne pourra être inférieur à 300 Euros.
Des frais de dossiers fixés à 0.10 % du montant initial du prêt pourront être exigés.

(1) Tel que calculé par la Banque de France
(2) Tel que calculé par la Caisse des Dépôts et Consignations

*b) Conditions de Remboursement Anticipé*

La date de Remboursement Anticipé devra coïncider avec une date d'échéance et ledit remboursement porter sur la totalité du Capital restant dû après paiement de celle-ci, sauf accord exprès de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche pour accepter un remboursement partiel.

La demande devra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, à la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche, au moins 1 mois avant la date de remboursement.

**ARTICLE 10 : CONDITIONS D'EXIGIBILITE PAR ANTICIPATION**

Le prêt sera résilié et les sommes prêtées deviendront immédiatement et intégralement exigibles, sans qu'il soit besoin d'aucune formalité qu'une simple signification faite à l'Emprunteur, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans l'un ou l'autre cas ci-après:

- Affectation du prêt à un autre objet que celui prévu au contrat,
- Défaut de paiement des sommes exigibles, en capital, intérêts, commissions, et autres frais accessoires, quinze jours après mise en demeure par simple lettre recommandée,
- D'une manière générale, l'inobservation de l'une des obligations prévues au présent contrat, et dans tous les cas prévus par la loi, notamment par l'article 1188 du Code Civil.

**ARTICLE 11 : POURSUITES ET FRAIS**

En cas d'exigibilité du prêt consécutif à la résolution du contrat dans les hypothèses prévues à l'article 10 des conditions générales, la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche exigera:

- Le capital restant dû
- Les intérêts échus ( y compris les intérêts de retard antérieurs à la résolution , perçus au taux majoré)
- Des intérêts de retard calculés au taux du prêt sur le capital et les intérêts échus depuis le jour de l'exigibilité jusqu'à la date de réglement effectif,
- Une indemnité dont le montant est fixé à 5% des sommes dues au titre du capital restant dû, des intérêts échus et non versés, des intérêts de retard.

En outre la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche exigera le remboursement des frais taxables occasionnés par la défaillance de l'Emprunteur.

**ARTICLE 12 : INFORMATION DU PRETEUR**

L'Emprunteur fournira chaque année son compte administratif au Prêteur.

**ARTICLE 13 : ELECTION DE DOMICILE**

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, il est fait élection de domicile :
- par la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche en son siège social,
- par l'Emprunteur en son domicile ou siège social indiqué en tête des présentes.

**ARTICLE 14 : ATTRIBUTION DE COMPETENCE**

Pour toutes contestations pouvant naître de l'exécution du présent contrat ou de son interprétation, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche.

L'Emprunteur déclare accepter le présent prêt après avoir pris connaissance des Conditions Particulières définies au Titre I et des Conditions Générales définies au Titre II (articles 1 à 14) composant le contrat. Il reconnaît en outre être en possession d'un exemplaire du présent contrat.
Les Conditions Particulières prévaudront sur les Conditions Générales dès qu'elles traiteront de la même matière.

**Fait en autant d'originaux que de parties.**

A Saint-Etienne
Le 17/06/2009

Pour la Caisse d'Epargne Loire Drôme Ardèche
Monsieur Roger PAOUR, Directeur

DIRECTION
des [illegible]
Marie-Thérèse PEYROT
Responsable DCPMS

Au COTEAU
Le 19/06/2009

L'Emprunteur
qualité du signataire-cachet - signature

le Maire du COTEAU

J. Paul BURDIN

## DEMANDE DE VERSEMENT DE FONDS

CONTRAT N° **3083860**

Nom de l'Emprunteur : COMMUNE LE COTEAU

Je soussigné, Monsieur BURDIN Jean-Paul, Maire, demande le versement par virement* à l'ordre de : (Nom et adresse du destinataire) : TRESORERIE DU COTEAU
53 rue Anatole France le coteau 42120

***Joindre obligatoirement un R.I.B. à la présente demande ou compléter ci-dessous :***

***Titulaire du Compte :*** TRESORERIE DU COTEAU ***Domiciliation :*** BDF ROANNE

***Code Banque :*** 30001 ***Code Guichet :*** 00688

***N° de Compte :*** E4270000000 ***Cle RIB :*** 65

selon les modalités suivantes :

| | Date de versement | Montant |
|---|---|---|
| **1er** | 25/06/2009 | 930 000 Euros |
| **2ème** | | Euros |
| **3ème** | | Euros |
| **4ème** | | Euros |

Il est rappelé:

- que les intérêts des prêts accordés courent à partir de la date de versement des fonds. L'Emprunteur a donc avantage à ne demander le ou les versements qu'en fonction de l'échéancier prévisionnel des dépenses.

A LE COTEAU
Le 19 JUIN 2009
Le Représentant de la Collectivité
qualité du signataire-cachet - signature

le Maire

J. Paul BURDIN

**CAISSE D'EPARGNE**

**LOIRE-DROME-ARDECHE**

# TABLEAU D'AMORTISSEMENT


AGENCE : CIL ROANNE
33 RUE BRISON
42300 ROANNE
TEL : 04.77.44.50.40


REÇU le
30 JUIN 2009
MAIRIE de LE COTEAU

S91769946523
1/2 - 278/498 - 647 - 161760005 00278 TF 116906
ARP 000001 000002 000223 0000 15.00 0005 0001 0
*4263006300000G44036D* CRTA 356214

COMMUNE DU COTEAU
MAIRIE
PARC BECOT
42125 LE COTEAU CEDEX

| Date | Numéro de dossier | Numéro de page |
|---|---|---|
| 25/06/2009 | 3083860 | 1 / 2 |

**DOSSIER : 3083860 PRET ECUREUIL TX FIXE 360/360**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Emprunteur | COMMUNE DU COTEAU | | |
| Montant | 930 000,00 EUR | Date de signature | 19/06/2009 |
| Durée | 15 années | | |

*Montants exprimés en EURO*

| Rang | Date | Total échéance | Capital amorti | Intérêts | Primes assurance | Capital restant dû | Intérêts reportés ou compensés | Report d'échéance |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | Taux : 4,34 % | | | | | | | |
| 001 | 25/06/2009 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 930 000,00 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 0,00 | |
| 002 | 25/06/2010 | 85 645,96 | 45 283,96 | 40 362,00 | 0,00 | 884 716,04 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 40 362,00 | |
| 003 | 25/06/2011 | 85 645,96 | 47 249,28 | 38 396,68 | 0,00 | 837 466,76 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 38 396,68 | |
| 004 | 25/06/2012 | 85 645,96 | 49 299,90 | 36 346,06 | 0,00 | 788 166,86 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 36 346,06 | |
| 005 | 25/06/2013 | 85 645,96 | 51 439,52 | 34 206,44 | 0,00 | 736 727,34 | 0,00 | N 1392 du 3/6/13 |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 34 206,44 | |
| 006 | 25/06/2014 | 85 645,96 | 53 671,99 | 31 973,97 | 0,00 | 683 055,35 | 0,00 | N 1351 du 19/6/14 |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 31 973,97 | |
| 007 | 25/06/2015 | 85 645,96 | 56 001,36 | 29 644,60 | 0,00 | 627 053,99 | 0,00 | N 1504 du 6/7/15 |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 29 644,60 | |
| 008 | 25/06/2016 | 85 645,96 | 58 431,82 | 27 214,14 | 0,00 | 568 622,17 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 27 214,14 | |
| 009 | 25/06/2017 | 85 645,96 | 60 967,76 | 24 678,20 | 0,00 | 507 654,41 | 0,00 | N 1821 du 17 AOUT 2017 |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 24 678,20 | |
| 010 | 25/06/2018 | 85 645,96 | 63 613,76 | 22 032,20 | 0,00 | 444 040,65 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 22 032,20 | |
| 011 | 25/06/2019 | 85 645,96 | 66 374,60 | 19 271,36 | 0,00 | 377 666,05 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 19 271,36 | |
| 012 | 25/06/2020 | 85 645,96 | 69 255,25 | 16 390,71 | 0,00 | 308 410,80 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 16 390,71 | |
| 013 | 25/06/2021 | 85 645,96 | 72 260,93 | 13 385,03 | 0,00 | 236 149,87 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 13 385,03 | |
| 014 | 25/06/2022 | 85 645,96 | 75 397,06 | 10 248,90 | 0,00 | 160 752,81 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 10 248,90 | |
| 015 | 25/06/2023 | 85 645,96 | 78 669,29 | 6 976,67 | 0,00 | 82 083,52 | 0,00 | |
| | | | Montant annuel des charges d'emprunt | | | | 6 976,67 | |

*Ce Document ne constitue pas une facture*

## Annexe n°7 : Fiche d'impact relative au transfert de la médiathèque du Coteau

# Fiche d'impact Ressources humaines relative au transfert de la Médiathèque du Coteau

En application de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, modifié par l'article 72 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe), les modalités du transfert doivent faire l'objet d'une décision conjointe de la commune et de l'établissement public de coopération intercommunale. Cette décision est prise après établissement d'une fiche d'impact, annexée à la décision. La décision et ses annexes sont soumises à l'avis des comités techniques compétents, c'est-à-dire des Comités Techniques du Coteau et de Roannais Agglomération.

La présente fiche d'impact décrit notamment les effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail, ainsi que sur la rémunération et les droits acquis des fonctionnaires et des agents territoriaux contractuels qui seront transférés à Roannais Agglomération à compter du 1er janvier 2022.

# Périmètre du transfert

## A. Compétence transférée

Roannais Agglomération a vu évoluer sa compétence facultative action culturelle et intégré une compétence lecture publique à compter du 1er janvier 2019 qui porte sur la création d'un réseau de lecture publique intercommunal. Deux médiathèques, celles de Roanne et Mably, ont été reconnues d'intérêt communautaire et intégrées à la compétence optionnelle « Gestion des équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire (effectif au 1er janvier 2019)» (Arrêté du 30 décembre 2019 portant modification des statuts de Roannais Agglomération).

Dans le cadre de l'évolution de cette compétence, une mission d'assistance stratégique concernant la lecture publique a été menée en 2017-18 qui a conduit à préconiser le transfert des médiathèques de niveau 1* (médiathèque de Roanne) et 2* (médiathèques de Mably et du Coteau), à savoir des équipements dépassant manifestement l'intérêt communal du fait de leur fréquentation, surface, moyens et permettant de mieux structurer le futur réseau de lecture publique.

La commune du Coteau n'a pas souhaité alors transférer sa médiathèque.

Le nouveau mandat permet aujourd'hui de revoir ce schéma et de lui apporter la cohérence prévue en engageant le transfert à l'échelon intercommunal de la médiathèque du Coteau, envisagé au 1er janvier 2022.

## B. Postes et agents transférés

Le nombre de postes transférés sera de 3 postes.

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, « Les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires qui remplissent en totalité leurs fonctions dans un service ou une partie de service transféré [...] sont transférés dans l'établissement public de coopération intercommunale. [...] Le transfert peut être proposé aux fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires exerçant pour partie seulement dans un service ou une partie de service transféré. »

Ainsi les fonctionnaires sont transférés qu'ils soient stagiaires ou titulaires, à temps complet, temps non complet ou temps partiel, détachés ou mis à disposition auprès d'un service transféré.

Les fonctionnaires en congé de maladie conservent leur emploi d'affectation et sont donc transférés, dès lors que leur poste n'a pas fait l'objet d'une réaffectation.

Les agents contractuels à temps complet, à temps non complet et à temps partiel affectés au service lecture publique sont aussi transférés.

Par assimilation au cadre applicable aux fusions de collectivités ou établissements publics, le Code du Travail dans son article L. 1224-1 prévoit le transfert des agents recrutés sous contrat de droit privé, tels que les contrats emplois d'avenir et les contrats aidés, qui accomplissent leurs fonctions dans un service transféré.

Le nombre d'agents transférés est de 3 titulaires.

# II. Effets du transfert sur l'organisation et les conditions de travail

## A. Organisation liée au transfert de la compétence lecture publique

L'employeur des agents transférés devient Roannais Agglomération au 1er janvier 2022. À ce titre, de manière non exhaustive:
- il appartient à Roannais Agglomération de prendre les décisions concernant leurs conditions de travail ;
- les instances paritaires compétentes à compter du 1er janvier 2022 concernant les situations individuelles et collectives des agents transférés sont la Commission Administrative Paritaire du centre de gestion de la Loire, le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de Roannais Agglomération, le volume des agents transférés n'entrainant pas de nouvelles élections ;
- l'autorité territoriale compétente pour les avancements de grade des agents transférés est celle de Roannais Agglomération,
- les promotions internes sont gérées par le Centre de Gestion dans le cadre des Lignes Directrices Gestion, la décision de nomination appartient à Roannais Agglomération
- les entretiens d'évaluation des agents transférés sont organisés par Roannais Agglomération à compter de la prochaine campagne ; entre temps, les fiches de poste révisées et sur lesquelles les agents auront été positionnés feront office de cadrage de mission
- la discipline ou l'octroi d'une protection juridique pour les agents transférés relèvent de Roannais Agglomération.

L'organisation des services de Roannais Agglomération sera la suivante au 1er janvier 2022 (cf. annexe)

## B. Conditions de travail

Devenus agents communautaires au 1er janvier 2022, les agents transférés seront soumis au règlement intérieur de Roannais Agglomération en vigueur à cette date tel que mis à jour le 1er février 2021 (délibération du conseil communautaire du 28/01/2021)
Ils exerceront, à ce titre, leur mission à compter du 1er janvier 2022 selon le temps de travail annuel de Roannais Agglomération, son régime de congés et d'autorisations d'absence sur la base de cycles hebdomadaires de 36 ou 38 heures, voire d'horaires annualisés si les nécessités de service l'imposent.

Les agents utiliseront à compter du 1er janvier 2022 les matériels transférés par la commune. Ils conserveront leurs Equipements de Protection Individuelle le cas échéant et se verront dotés des renouvellements d'équipements. Des dotations harmonisées feront l'objet d'une concertation avec le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail.

# III. Effets sur la rémunération et les droits acquis

## A. Position statutaire et carrière professionnelle

L'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que les fonctionnaires territoriaux et agents territoriaux non titulaires transférés dans un établissement public de coopération intercommunale « relèvent de cet établissement dans les conditions de statut et d'emploi qui sont les leurs ».

Le transfert n'a donc aucune incidence sur le grade, l'échelon ou l'ancienneté. Les agents titulaires conservent le maintien de leur indice personnel acquis lors de leur nomination stagiaire auprès de leur collectivité d'origine, conformément au principe d'unicité de carrière.
L'ensemble des contrats, de droit public ou privé, des agents non titulaires sont repris Roannais Agglomération, jusqu'à leur échéance.
En application de l'article 14 ter alinéa 3 de la loi 83-634 du 13 juillet 1984, les services accomplis par les agents non titulaires de droit public au sein de leur commune d'origine sont assimilés à des services accomplis au sein de Roannais Agglomération.

## B. Régime indemnitaire et avantages acquis

L'article L.5211-4-1 du Code Général des Collectivités Territoriales stipule que les agents transférés conservent, s'ils y ont intérêt, le bénéfice du régime indemnitaire qui leur était applicable ainsi que, à titre individuel, les avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

Chaque agent transféré sera informé des conséquences individuelles de ce dispositif : il sera notamment transmis des éléments de comparaison, régime indemnitaire et prime annuelle, respectivement versés dans leur commune d'origine et projetés à Roannais Agglomération.

Chaque agent transféré sera ainsi appelé à choisir entre, d'une part, le maintien du régime indemnitaire et des avantages acquis qui lui étaient applicables antérieurement au transfert ou, d'autre part, la proposition de Roannais Agglomération.

Les précisions suivantes sont à noter :

- les agents de la Ville du Coteau qui bénéficient d'un 13ème mois, celui-ci leur sera conservé.

- La délibération du CC 2021-275 de 16 décembre 2021, Roannais Agglomération régit le RIFSEEP (régime indemnitaire lié aux fonctions, sujétions, engagement et expertise professionnelle) pour l'ensemble des filières et cadres d'emplois éligibles. De ce fait, certaines primes versées au 1er janvier 2022 auront vocation à être transformées en IFSE (indemnité liée aux fonctions et à l'expertise professionnelle). L'engagement pris est qu'aucune prime ne sera réduite, mais leur gestion sera assurée dans le cadre particulier du RIFSEEP (modalités de révision selon l'ancienneté, l'expertise, le poste occupé, ...).

***Impact :***

L'impact financier de l'application du régime indemnitaire de Roannais Agglomération et du maintien des avantages acquis en application du troisième alinéa de l'article 111 de la loi n° 84-53 précitée est estimé à 3024 € pour les agents de la ville du Coteau.

## C. Eléments complémentaires de la rémunération

Les éléments complémentaires liés à l'exercice de fonctions, tels que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS), la nouvelle bonification indiciaire (NBI), astreintes,... : ces éléments de rémunération sont attribués, conformément aux textes en vigueur, selon les montants réglementaires et délibérations en vigueur.
Le transfert est donc sans impact sur le montant de ces éléments complémentaires de rémunérations uniquement lié aux fonctions confiées au personnel.

### *Titres restaurants*

Par sa délibération n° 2013-409 du 16 décembre 2016, Roannais Agglomération a décidé d'attribuer pour chaque jour travaillé des titres restaurants de valeur faciale 4.50€, avec une participation de l'employeur de 60% pour tous les agents.

### *Impact*

À ce jour, aucun des agents transférés ne bénéficie de cette prestation.
Chacun pourra sur sa demande en bénéficier après transfert.
L'impact financier potentiel de la participation employeur aux titres restaurants est évalué à 1 705.08 € bruts annuels à la charge du budget communautaire.

## D. Action sociale

### *1 : Adhésion CNAS*

La commune du Coteau adhère au CNAS pour l'ensemble de son personnel. Après transfert, les droits acquis seront maintenus avec le même numéro de membre pour chaque agent transféré, Roannais Agglomération adhérant au même organisme d'action sociale.

### *Impact*

L'impact de la cotisation CNAS pour l'ensemble des agents transférés est de 636 €.

### *2 : Participation à la complémentaire santé*

Roannais Agglomération accorde une participation financière à la protection sociale complémentaire des fonctionnaires et des agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque santé depuis le 1er janvier 2019

Roannais Agglomération contribue sur tous les contrats labellisés par des organismes agrées à hauteur de 16 € mensuel brut pour les complémentaires santé.

Les agents de la Ville du Coteau bénéficient d'une participation financière sous forme de part patronale versée aux organismes à hauteur 7 €/mois sur le volet complémentaire santé (montant forfaitaire).

1 agent adhère à la protection sociale complémentaire sur ce volet.

### *Impact*

Les agents pourront bénéficier de la participation employeur versée par Roannais Agglomération sous réserve de souscrire à un contrat labellisé.

Coût annuel brut chargé de la participation éventuelle qui serait mise en place pour trois agents : 604.80 €

### *3 : Garantie Maintien de Salaire*

Roannais Agglomération accorde une participation financière à la protection sociale complémentaire des fonctionnaires et des agents de droit public et de droit privé en activité pour le risque prévoyance (Garantie Maintien de Salaire) depuis le 1er janvier 2019

Roannais Agglomération contribue sur tous les contrats labellisés par des organismes agrées à hauteur de 16 € mensuel brut pour la prévoyance.

Les agents de la Ville du Coteau bénéficient d'une participation financière de l'employeur de 10 €/mois sur le volet prévoyance maintien de salaire (montant au prorata du temps de travail).

1 agent adhère à la protection sociale complémentaire sur le volet prévoyance.

### *Impact*

Les agents pourront bénéficier de la participation employeur versée par Roannais Agglomération sous réserve de souscrire à un contrat labellisé.

Coût annuel brut chargé de la participation éventuelle qui serait mise en place pour trois agents : 604.80 €

### *Prise en charge transports domicile travail*

Pour tout abonnement à un service public de transports en commun (STAR notamment), Roannais Agglomération prendra en charge 50 % du coût.
Pour les agents qui auraient à intervenir sur des lieux différents de leur résidence administrative durant une même journée de travail, des indemnités kilométriques d'itinérance seront payées selon les barèmes réglementaires en vigueur.

### *Allocation pour frais de garde :*

Aucun agent concerné pour le moment, les conditions de l'agglomération s'appliqueront à compter du 1er janvier 2022 soit 96€ maximum par trimestre.

### *Impact*
Aucun impact

### *Allocation enfant handicapé*
Aucun agent transféré concerné donc aucun impact

### *Assurance Statutaire*

Roannais Agglomération assume la charge financière de la protection sociale des agents titulaires CNRACL, (notamment en cas d'accident du travail, maladie professionnelle, congé de longue maladie ou de longue durée). Compte tenu des risques financiers très importants qui résultent des obligations statutaires, il est indispensable de s'assurer pour ne pas déséquilibrer le budget.

***Impact***

3 agents titulaires CNRACL sont transférés au 1er janvier 2022, le coût annuel de l'assurance statutaire pour ses 3 agents est de 1 823.07€.

## *E. Formation*

L'accès à la formation est ouvert à tous, titulaires ou contractuels, sous réserve des nécessités de service. Un plan de formation annuel, établi à l'issue des entretiens annuels d'évaluation, constitue le programme prévisionnel des formations à partir des besoins des agents et des services par rapport aux priorités de la communauté d'agglomération. Il sera réajusté en fonction de l'exercice des nouvelles compétences notamment en termes de besoins des agents transférés. Ceux-ci conserveront leurs droits acquis au titre de leur CPF (ex DIF).

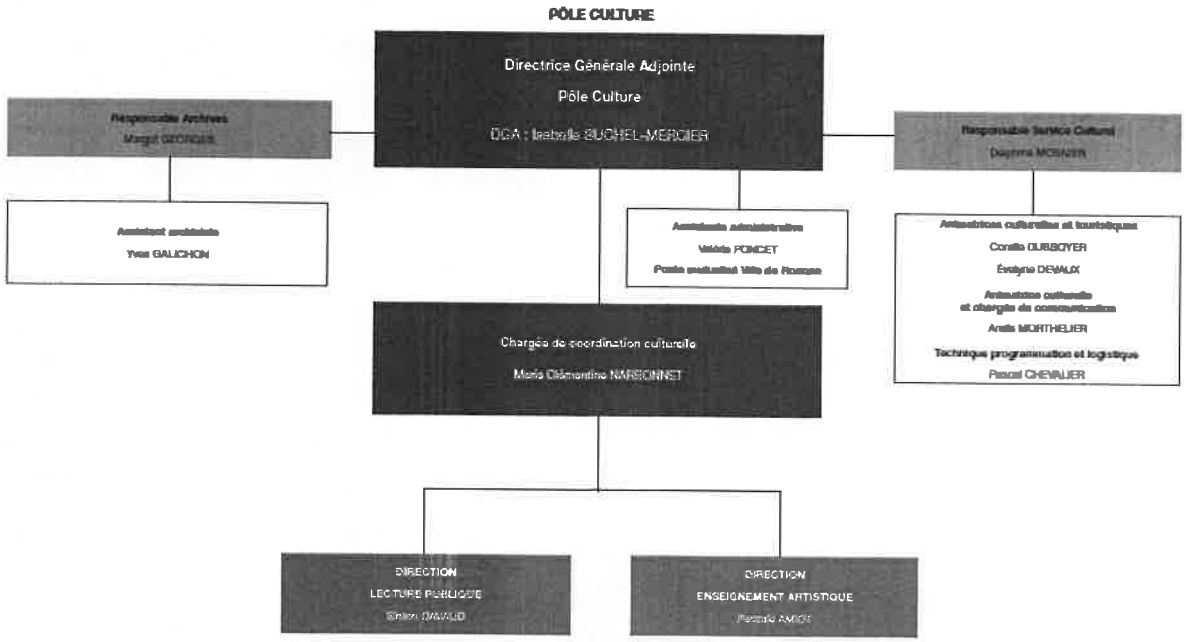
Transferts de compétence et organisation liée au passage à Roannais Agglomération

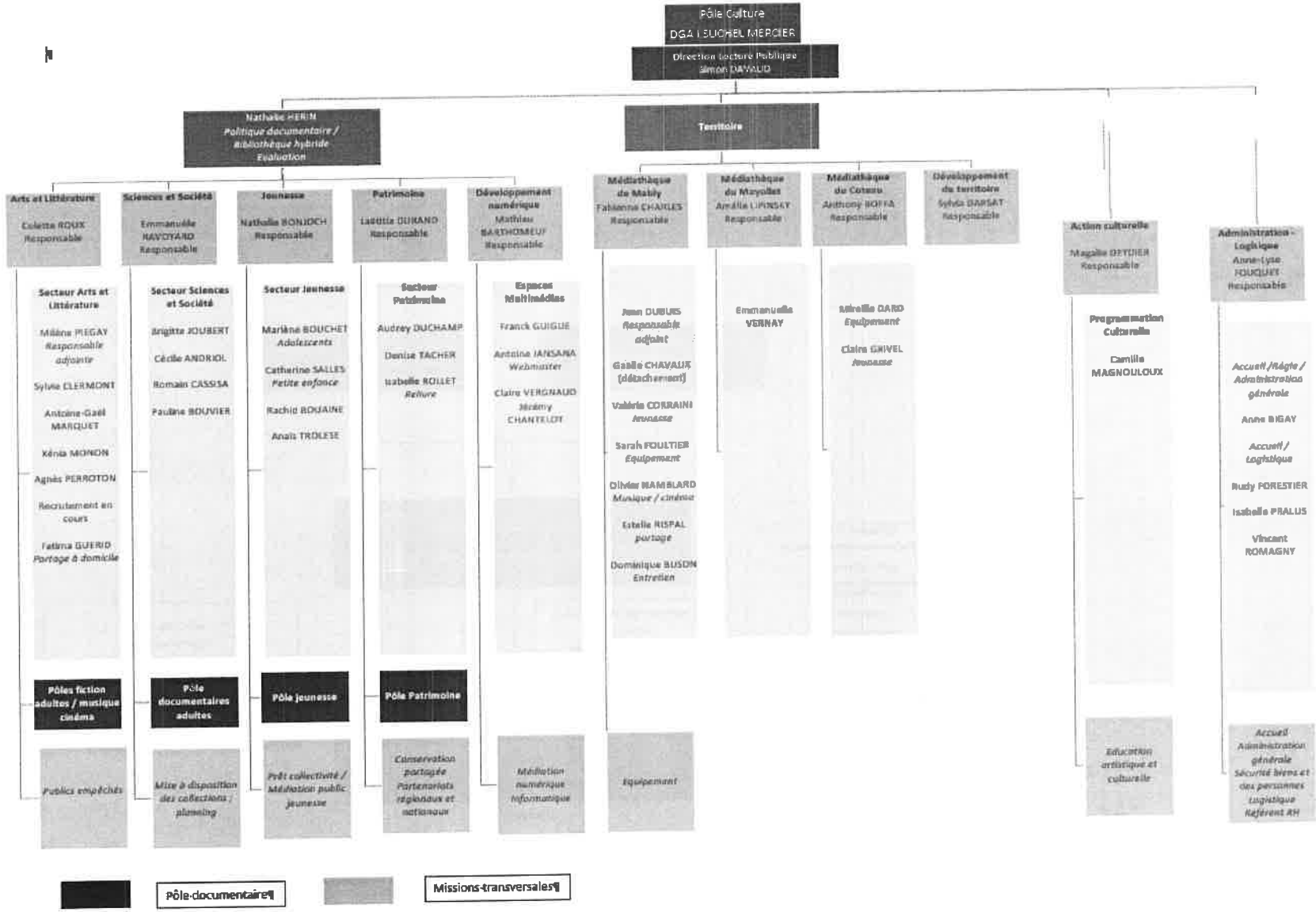
***Liste des emplois transférés***

Dans le cadre des transferts de poste de la commune du Coteau à Roannais Agglomération, il est proposé la création des postes suivants :

| Filière | Catégorie | Grade | Nombre de postes | ETP |
|---|---|---|---|---|
| Culturelle | Catégorie B | Assistant de conservation principal de 1ère classe | 1 | 1 |
| Culturelle | Catégorie C | Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe | 2 | 2 |
| | | **Total des transferts** | **3** | **3** |

## ORGANIGRAMME ROANNAIS AGGLOMÉRATION




Pôle Culture
DGA I SUCHEL MERCIER
Direction Lecture Publique
Simon DAVAUD
Nathalie HERIN
Politique documentaire / Bibliothèque hybride
Evaluation
Territoire
Arts et Littérature
Colette ROUX
Responsable
Sciences et Société
Emmanuelle HAVOYARD
Responsable
Jeunesse
Nathalie BONJOCH
Responsable
Patrimoine
Laëtitia DURAND
Responsable
Développement numérique
Mathieu BARTHOMEUF
Responsable
Médiathèque de Mably
Fabienne CHARLES
Responsable
Médiathèque du Mayollet
Amélie LIPINSKY
Responsable
Médiathèque du Coteau
Anthony BOFFA
Responsable
Développement du territoire
Sylvia DARSAT
Responsable
Action culturelle
Magalie DEYDIER
Responsable
Administration - Logistique
Anne-Lyse FOUQUET
Responsable
Secteur Arts et Littérature
Milène PIEGAY
Responsable adjointe
Sylvie CLERMONT
Antoine-Gaël MARQUET
Kénia MONON
Agnès PERROTON
Recrutement en cours
Fatima GUERID
Portage à domicile
Secteur Sciences et Société
Brigitte JOUBERT
Cécile ANDRIOL
Romain CASSISA
Pauline BOUVIER
Secteur Jeunesse
Marlène BOUCHET
Adolescents
Catherine SALLES
Petite enfance
Rachid BOUAINE
Anaïs TROLESE
Secteur Patrimoine
Audrey DUCHAMP
Denise TACHER
Isabelle ROLLET
Reliure
Espaces Multimédias
Franck GUIGUE
Antoine IANSANA
Webmaster
Claire VERGNAUD
Jérémy CHANTELOT
Jean DUBUS
Responsable adjoint
Gaëlle CHAVAUX
(détachement)
Valérie CORRAINI
Annexe
Sarah FOULTIER
Equipement
Olivier RAMBLARD
Musique / cinéma
Estelle RISPAL
portage
Dominique BUSON
Entretien
Emmanuelle VERNAY
Mireille OARD
Equipement
Claire GRIVEL
Annexe
Programmation Culturelle
Camille MAGNOULOUX
Accueil /Régie / Administration générale
Anne BIGAY
Accueil / Logistique
Rudy FORESTIER
Isabelle PRALUS
Vincent ROMAGNY
Pôles fiction adultes / musique cinéma
Pôle documentaires adultes
Pôle Jeunesse
Pôle Patrimoine
Publics empêchés
Mise à disposition des collections / planning
Prêt collectivité / Médiation public jeunesse
Conservation partagée Partenariats régionaux et nationaux
Médiation numérique informatique
Equipement
Education artistique et culturelle
Accueil Administration générale Sécurité biens et des personnes Logistique Référent RH
Pôle documentaire
Missions transversales